

FORUM



IMCS - MIEC PAX ROMANA



ÉDITION (JANVIER-AVRIL) 2025

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DES ÉTUDIANTS CATHOLIQUES IMCS - MIEC PAX ROMANA

Un héritage de 103 ans

Mobiliser les étudiants pour la paix et la justice depuis 1921...

IMCS Pax Romana est un mouvement mondial pour les étudiants catholiques, donnant aux jeunes les moyens d'agir pour la paix, la justice et l'intégrité de la création. Rejoignez-nous pour construire sur plus d'un siècle de Spiritualité d'Action.

En hommage au Pape François Pasteur des périphéries, Prophète de la paix

L'avenir commence aujourd'hui, pas demain. » – Pape François



Cette édition de mars-avril 2025 de FORUM Magazine est dédiée avec un profond respect et une immense gratitude à la mémoire de Sa Sainteté le Pape François.

Pasteur de simplicité et de courage, le Pape François a guidé l'Église avec compassion, justice, et une foi inébranlable dans le pouvoir des jeunes. Il nous a appelés à être des « acteurs du changement » social » et des « protagonistes de la révolution de la charité et du service » (Christus Vivit, 174), une mission qui demeure au cœur de la MIEC Pax Romana.

Lors de notre centenaire, et plus particulièrement lors de l'audience privée qu'il nous a accordée en 2024, il a réaffirmé notre identité en tant que mouvement engagé pour le dialogue, la paix et le service.

Son héritage nous rappelle que la foi n'est pas passive — elle est action, solidarité, et espérance rendues vivantes dans le monde.

À travers cette dédicace, nous rendons hommage à un pape qui a marché avec les marginalisés, écouté les cris de la terre et des pauvres, et cru profondément dans la vocation des jeunes à diriger avec conscience et compassion.

Merci, Pape François, pour votre voix prophétique et votre confiance en nous. Que votre esprit guide nos pas alors que nous poursuivons le chemin que vous avez contribué à tracer.

**Mouvement International des Étudiants
Catholiques (MIEC) Pax Romana**

Table of Contents

01

ÉDITORIAL

Editorial Board

02

RÉUSSIR LA JUSTICE CLIMATIQUE EN AFRIQUE:

Un appel à des politiques
équitables et à des communautés
résilientes.

Muhwezi Innocent

13

COMBLER LE FOSSÉ :

Un Engagement Sincère envers la
Protection de l'Environnement et la
Responsabilité Sociale

Victor Kweku Ayertey,

17

QU'AS-TU MANGÉ CE MATIN?

Comment une simple question peut
dissiper la nature transitoire de
l'accompagnement des étudiants

Marina D'Costa

23

VIVRE-LEADER-CHARGER...

Afou Chantal Bengaly

25

GIORGIO LA PIRA (1904-1977) ET SA CONTRIBUTION À LA PAIX ÉTERNELLE À TRAVERS LE DROIT ET LA DIPLOMATIE

Francesco Fonte

29

MON VOYAGE AVEC CAYLA

Niru Maya Tamang

31

RÉFLEXION SUR LE PROGRAMME CAYLA

Warnakulasooriya Marian Sonali

EDITORIAL BOARD

William Nokrek
Presidente Internacional
IMCS-MIEC Pax Romana

Fasika Lachore Laba
Secretaria General
IMCS-MIEC Pax Romana

Fr. Dr. Jojo M. Fung, SJ
Capellán Internacional
IMCS-MIEC Pax Romana

Argho Saimon Sku
Coordinador de Medios
International Youth Training
Centre (IYTC)

+33 6 37 09 39 32 📞
office.imcsmiec@gmail.com ✉️
www.imcs-miec.org 🌐

FOI, LEADERSHIP ET LE VOYAGE DE LA TRANSFORMATION

À une époque marquée par des changements rapides et des défis mondiaux, le besoin de réflexion profonde et d'action transformatrice n'a jamais été aussi urgent. **Le magazine FORUM** continue de servir de plateforme pour l'engagement intellectuel des jeunes, encourageant des discussions stimulantes sur les problèmes contemporains qui façonnent notre monde. De la défense des droits sociaux basée sur la foi aux appels urgents à l'action pour le climat et la paix, les voix que nous amplifions ici sont celles des **acteurs du changement** d'aujourd'hui.

La foi et l'action sont indissociables dans le voyage de chaque croyant qui cherche à créer un monde juste et pacifique. Dans ce numéro de *FORUM*, nous présentons des histoires de « **leadership de service** », où de jeunes leaders embrassent leur vocation avec humilité, ne recherchant pas le pouvoir, mais s'efforçant de servir les autres. À travers les expériences partagées par les participants au programme **Catholic Youth Leadership Academy (CAYLA)**, nous découvrons la véritable essence du leadership : un leadership qui écoute, sert et élève. Ces réflexions nous rappellent que le **leadership** n'est pas défini par des titres, mais par un **voyage de service** envers la communauté et le monde en général.

Le **programme CAYLA**, une initiative de **IMCS Pax Romana**, du **Centre de formation des jeunes internationaux (IYTC)** et du **Centre Laudato Si' Pax Romana**, répond à l'appel du **Pape François** pour que les jeunes soient des "« **acteurs du changement social** » et des "« **protagonistes de la révolution de la charité et du service** » (*Christus Vivit*, 174). Ce programme est bien plus qu'une simple formation en leadership ; c'est « « un voyage transformateur » » où **la foi rencontre l'action**, incitant les jeunes leaders à provoquer des changements positifs durables à l'échelle mondiale.

Dans ce numéro de *FORUM*, nous vous invitons à réfléchir sur les voyages transformateurs de ces leaders serviteurs et à être inspiré par leur dévouement sans faille à créer un monde plus juste et compatissant. Leurs histoires sont un puissant rappel que chaque jeune a le potentiel de faire la différence, de **diriger avec foi** et de **servir avec amour**.

Comme le rappelle le **Pape François**, "**Les jeunes ne sont pas l'avenir. Ils sont le présent**" (*Christus Vivit*, 174). Ensemble, embrassons notre mission commune de **leadership**, de **service** et de **foi**, alors que nous continuons à façonner un avenir fondé sur **la justice, la paix et la solidarité**.

RÉUSSIR LA JUSTICE CLIMATIQUE EN AFRIQUE: UN APPEL À DES POLITIQUES ÉQUITABLES ET À DES COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES.



Author
Muhwezi Innocent
University of Ghana,
Country:
Uganda

JUSTICE CLIMATIQUE

1. Introduction

La justice climatique n'est pas seulement une nécessité environnementale ; c'est une obligation morale », a déclaré Desmond Tutu, soulignant l'urgence de trouver des solutions équitables à la crise climatique. Le changement climatique affecte de manière disproportionnée l'Afrique, bien que le continent contribue à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GIEC, 2022). Ce déséquilibre met en lumière la nécessité d'une justice climatique, qui repose sur des politiques justes, des solutions portées par les communautés et une équité dans le financement climatique international. Comme l'a affirmé le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres (2023) : « Le changement climatique est le problème déterminant de notre époque, et ses impacts se font sentir plus fortement chez ceux qui ont le moins contribué à la crise ». De même, Wangari Maathai, la célèbre écologiste kenyane, a dit un jour : « Nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer les réalités du changement climatique et les charges qu'il impose à nos communautés les plus vulnérables ». Par ailleurs, le défenseur de la justice environnementale Robert Bullard (2021) a souligné : « La lutte pour la justice climatique est indissociable de la lutte pour les droits humains et l'équité

De plus, le Groupe africain de négociateurs à la COP27 (CCNUCC, 2022) a souligné que l'Afrique a besoin d'une approche unique de la justice climatique intégrant la croissance économique avec le renforcement de la résilience. L'Institut de l'environnement de Stockholm (2021) ajoute que, pour l'Afrique, la justice climatique doit se concentrer sur la réduction des vulnérabilités tout en abordant les inégalités historiques en matière d'émissions et de répartition des ressources. La justice climatique en Afrique est intrinsèquement liée à la nécessité de corriger les inégalités historiques dans les modes de développement global, qui ont laissé le continent disproportionnellement vulnérable au changement climatique. L'Institut des ressources mondiales (2022) note que l'industrialisation limitée de l'Afrique, combinée à sa dépendance aux économies basées sur les ressources naturelles, a restreint sa capacité d'adaptation. Cet inconvénient structurel est aggravé par les inégalités mondiales dans l'allocation des financements climatiques, les pays à hauts revenus priorisant l'atténuation plutôt que l'adaptation dans leurs engagements financiers (Climate Policy Initiative, 2021). En conséquence, les pays africains, y compris l'Ouganda, manquent souvent des ressources nécessaires pour mettre en œuvre efficacement des programmes de résilience climatique à grande échelle.

De plus, le concept de justice climatique en Afrique dépasse les seuls impacts environnementaux immédiats pour englober des dimensions sociales et économiques plus larges. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, 2022) souligne que les défis induits par le climat, tels que l'insécurité alimentaire, les déplacements de population et la pénurie d'eau, affectent de manière disproportionnée les groupes marginalisés, en particulier les femmes et les enfants. Dans le district de Kabale, en Ouganda, par exemple, ce sont les femmes qui supportent la charge de parcourir de plus longues distances pour aller chercher de l'eau en raison des sécheresses prolongées, ce qui nuit à leur productivité économique et à leur bien-être (Université de Kyambogo, 2020). Pour remédier à de telles inégalités, il est essentiel d'intégrer des approches sensibles au genre dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, comme le souligne ActionAid International (2023).

Une approche transformatrice de la justice climatique exige également de repenser les structures économiques mondiales qui perpétuent la vulnérabilité de l'Afrique. L'Agenda 2063 de l'Union africaine met l'accent sur la nécessité d'une autonomie régionale, exhortant les États membres à investir dans les énergies durables, les infrastructures vertes et le renforcement des capacités locales (Centre africain des politiques climatiques, 2023). Par ailleurs, le Stockholm Resilience Centre (2021) plaide en faveur de partenariats internationaux qui privilégient le transfert équitable de technologies et le développement des compétences, permettant ainsi aux nations africaines de faire un saut vers des économies à faibles émissions de carbone. De telles initiatives permettent non seulement de s'attaquer aux causes profondes de l'injustice climatique, mais aussi de donner les moyens à des communautés comme celles du district de Kabale de mener la transition vers un développement durable.

Cet essai explore l'impact disproportionné du changement climatique sur les pays africains, avec un accent particulier sur le district de Kabale en Ouganda. Il met en lumière les stratégies locales d'adaptation et d'atténuation, examine les mécanismes internationaux de financement climatique et plaide en faveur de politiques inclusives pour créer des communautés résilientes à travers le continent.

2. Impact Disproportionné du Changement Climatique sur l'Afrique

2.1 Vulnérabilité Climatique en Afrique

Les vulnérabilités particulières de l'Afrique face au changement climatique découlent de ses contextes géographique, économique et social. Ces effets sont particulièrement graves en Ouganda, où plus de 70% de la population dépend de secteurs sensibles au climat comme l'agriculture (Banque mondiale, 2020). Dans le district de Kabale, en Ouganda, les précipitations imprévisibles, les sécheresses prolongées et la dégradation des sols ont compromis la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2021) souligne que les conditions météorologiques irrégulières en Ouganda ont réduit les rendements agricoles jusqu'à 30%, touchant particulièrement les petits exploitants. De plus, une étude menée par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED, 2022) a révélé que les districts ruraux comme Kabale sont disproportionnellement affectés en raison de l'accès limité aux technologies résilientes au climat et du manque de soutien institutionnel aux pratiques d'adaptation.

Les vulnérabilités climatiques de l'Afrique sont encore aggravées par des dépendances économiques systémiques et une résilience infrastructurelle limitée. Au Botswana, où 80% de la population dépend des eaux souterraines, le changement climatique a intensifié la pénurie d'eau, menaçant la productivité agricole et l'accès à l'eau potable (Botswana Institute for Policy Development, 2021). De même, le Ghana a connu une érosion côtière accrue et des inondations, notamment à Accra, qui ont déplacé des milliers de résidents et perturbé les activités économiques (World Resources Institute, 2022). Ces exemples montrent comment le changement climatique touche de manière disproportionnée les pays dotés d'infrastructures fragiles et d'économies fortement dépendantes des ressources naturelles, amplifiant ainsi les disparités socio-économiques. Selon Adelekan (2016), les zones urbaines en Afrique de l'Ouest sont particulièrement vulnérables aux aléas climatiques en raison d'une planification urbaine inadéquate et de services municipaux surchargés. Conway et al. (2019) soutiennent également que la résilience climatique en Afrique est limitée par une faible capacité d'adaptation et un investissement insuffisant dans les infrastructures, notamment dans les régions semi-arides. Brown et al. (2011) ajoutent que la dépendance économique à l'agriculture pluviale accentue la vulnérabilité en Afrique australe et occidentale, en raison de la variabilité croissante des températures et des conditions météorologiques extrêmes.

De plus, les défenseurs de la justice climatique, tels que le Climate Justice Charter Movement d'Afrique du Sud, affirment que pour répondre à ces vulnérabilités, une approche multidimensionnelle s'impose, combinant action communautaire et réformes institutionnelles. L'expérience de l'Afrique du Sud face aux sécheresses prolongées, comme la crise de l'eau du Cap en 2018, souligne l'importance de politiques durables de gestion de l'eau et d'investissements dans les infrastructures (Water Research Commission of South Africa, 2020). Les initiatives menées par les communautés, telles que le Climate Action Network Ghana, mettent l'accent sur l'autonomisation des groupes locaux pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation comme la collecte des eaux de pluie et l'agroforesterie. Au Botswana, le projet de reforestation de Maun a réussi à combiner les savoirs traditionnels avec les techniques modernes pour lutter contre la désertification, bénéficiant à plus de 50 000 habitants (PNUE, 2021). Ces études de cas montrent le potentiel de l'intégration de l'activisme de base et du soutien institutionnel pour répondre de manière globale aux vulnérabilités climatiques de l'Afrique. Ziervogel et al. (2017) plaident en faveur d'approches de coproduction qui combler le fossé entre les connaissances scientifiques et les expériences locales afin d'assurer la pertinence contextuelle des stratégies d'adaptation. De même, Taylor et al. (2020) soulignent l'importance d'une gouvernance participative pour renforcer la résilience, notant que les approches descendantes échouent souvent dans les contextes africains fragiles et diversifiés. Le Centre pour le changement climatique et les transformations sociales (CAST, 2023) met en évidence le fait que les communautés rurales africaines, comme celles de Kabale, font face à des risques multiples, le changement climatique interagissant avec les inégalités existantes. En outre, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, 2022) rapporte que l'Ouganda pourrait perdre jusqu'à 2,8% de son PIB chaque année à cause des impacts climatiques, aggravant la pauvreté dans les districts ruraux.

2.2 Inégalités dans les émissions mondiales

The climate injustice lies in the fact that Africa bears the brunt of the crisis despite contributing minimally to its causes. According to World Bank data (2020), Africa's per capita carbon emissions are just 0.8 metric tons compared to the global average of 4.8. Yet, African countries are disproportionately burdened by climate-induced disasters, from floods in Nigeria to locust invasions in East Africa (FAO, 2020). According to the Climate Justice Alliance (2023), international emissions policies fail to address the systemic exclusion of Africa in global mitigation frameworks. This exclusion perpetuates a cycle where African nations are unable to access sufficient climate finance and technologies to mitigate the impacts of climate change effectively. Scholars such as Okereke and Coventry (2021) argue that Africa's marginal role in global emissions does not translate into equitable treatment in international climate negotiations. Similarly, Bond (2016) emphasizes that the global economic order reproduces climate injustices by limiting African nations' participation in climate governance mechanisms.

Le PNUE (2021) avertit que sans action urgente, 118 millions de personnes extrêmement pauvres en Afrique seront exposées à des risques climatiques d'ici 2030, avec une insécurité alimentaire, des déplacements et une pénurie d'eau en aggravation. La Fondation africaine pour le climat (2023) souligne que l'Afrique se trouve à un carrefour : bien que ses émissions soient minimales, la vulnérabilité du continent rend essentiel l'inclusion des perspectives africaines dans les solutions climatiques par les décideurs mondiaux. De même, l'Institut de l'environnement de Stockholm (SEI, 2022) insiste sur le fait que les pays africains rencontrent d'importants obstacles pour accéder aux fonds promis dans le cadre de l'Accord de Paris, ce qui aggrave encore les disparités dans l'action climatique mondiale. Comme le notent Atteridge et Weitz (2019), les défis de l'Afrique ne sont pas uniquement techniques, mais aussi profondément institutionnels, enracinés dans la faiblesse des mécanismes de responsabilité internationale. En outre, Climate Analytics (2020) souligne que de nombreux pays africains manquent de la capacité technique et institutionnelle nécessaire pour naviguer dans les cadres complexes du financement climatique, ce qui les marginalise dans les grandes initiatives de financement.

De plus, Oxfam International (2022) souligne que les pays à revenu élevé n'ont pas respecté leurs engagements en matière de financement climatique, notamment la promesse de 100 milliards de dollars par an aux pays en développement. Ce déficit de financement affecte de manière disproportionnée l'Afrique, où les coûts d'adaptation sont estimés à 50 milliards de dollars par an d'ici 2050 (Banque africaine de développement, 2022). Alors que les pays africains s'efforcent de mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation, les inégalités systémiques dans les cadres mondiaux d'émissions compromettent leur capacité à bâtir des sociétés résilientes face au climat. Roberts et Weikmans (2017) mettent en évidence le fait que les mécanismes de financement climatique privilégient souvent les pays à revenu intermédiaire disposant de meilleures capacités administratives, au détriment des pays les moins avancés d'Afrique. De même, Omari-Motsumi et al. (2019) soulignent que la complexité des procédures, les critères dictés par les donateurs et les retards dans les décaissements limitent l'efficacité du financement climatique pour de nombreux États africains.

3. Approches communautaires de l'adaptation et de l'atténuation

3.1 Stratégies d'adaptation dans le district de Kabale

Les agriculteurs du district de Kabale ont adopté des pratiques agricoles intelligentes face au climat telles que la culture intercalaire, l'agroforesterie et la collecte d'eau. Ces méthodes ont permis d'améliorer la fertilité des sols, de réduire la vulnérabilité à la sécheresse et d'augmenter les rendements (Département du changement climatique de l'Ouganda, 2021). Par exemple, des recherches menées par l'Université de Kyambogo (2020) indiquent que l'association du maïs avec les haricots peut améliorer la productivité des terres de 40%. L'Institut international d'agriculture tropicale (IITA, 2022) a documenté des succès similaires dans d'autres régions de l'Ouganda, notant que les pratiques d'agroforesterie augmentent la résilience de 60%. De même, une étude publiée dans *Nature Climate Change* (2021) souligne que des projets locaux de collecte d'eau ont permis d'atténuer la pénurie d'eau pour plus de 12 000 ménages dans le sud-ouest de l'Ouganda.

Les initiatives communautaires, particulièrement celles dirigées par des femmes, ont également joué un rôle significatif dans la reforestation. Les groupes de femmes à Kabale ont planté plus de 100 000 arbres pour lutter contre l'érosion des sols et atténuer les risques de glissements de terrain, réduisant les occurrences dans les zones vallonnées de 25% (NEMA, 2022). Ces efforts sont en accord avec les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) de l'Ouganda dans le cadre de l'Accord de Paris, mettant l'accent sur l'engagement communautaire pour la résilience climatique.

L'activiste climatique Vanessa Nakate (2023) souligne que l'autonomisation des communautés locales, en particulier des femmes, est essentielle pour une action climatique durable en Afrique. Elle plaide pour des investissements dans les solutions communautaires, en notant que ces initiatives répondent non seulement aux défis environnementaux mais renforcent également l'autonomisation économique des groupes marginalisés. De même, les travaux antérieurs de Wangari Maathai (2009) illustrent l'importance de combiner la conservation de l'environnement avec l'équité sociale. Son Mouvement de la Ceinture Verte a démontré comment la plantation d'arbres peut répondre aux besoins environnementaux immédiats tout en favorisant le développement communautaire à long terme.

De plus, des auteurs comme Munang et Mgendi (2022) soulignent le rôle du financement innovant pour étendre ces projets locaux. Ils soutiennent que la mobilisation de partenariats public-privé peut élargir la portée des initiatives d'agroforesterie et de collecte d'eau, permettant ainsi une résilience climatique plus large à travers l'Ouganda. Ensemble, ces perspectives mettent en évidence la nécessité d'intégrer activisme, politique et solutions localisées pour relever efficacement les défis climatiques.

3.2 Énergies renouvelables et infrastructures vertes

À travers l'Afrique, les projets d'énergie renouvelable autonomisent les communautés tout en réduisant les émissions. En Ouganda, des initiatives menées par Barefoot Power Uganda ont permis aux ménages ruraux d'adopter des systèmes solaires domestiques, bénéficiant à plus de 70 000 familles (IRENA, 2022). Ces systèmes réduisent la dépendance au bois de chauffe et au kérosène, améliorant la qualité de l'air et diminuant les émissions de gaz à effet de serre. De plus, le Global Green Growth Institute (GGGI, 2023) souligne que la transition vers l'énergie solaire dans les zones rurales pourrait réduire de 30 % les émissions énergétiques domestiques de l'Ouganda. De même, un rapport de REN21 (2023) insiste sur le fait que les systèmes décentralisés d'énergie renouvelable, tels que les projets de mini-centrales hydroélectriques de Kabale, sont essentiels pour atteindre l'équité énergétique en Afrique. Selon Kaggwa et al. (2021), les systèmes solaires décentralisés en Ouganda ont montré un potentiel significatif pour améliorer les résultats de santé et prolonger les heures d'étude des enfants dans les zones non raccordées au réseau. Mutambi et Muyambi (2020) affirment également que le déploiement du solaire hors réseau en Ouganda a dynamisé l'activité économique locale en alimentant les petites entreprises et en réduisant les dépenses énergétiques. Sovacool et al. (2017) notent que les projets d'énergie renouvelable communautaires sont essentiels pour renforcer la résilience dans les zones rurales d'Afrique, en particulier là où l'infrastructure du réseau national est faible.

À travers l'Afrique, les projets d'énergie renouvelable autonomisent les communautés tout en réduisant les émissions. En Ouganda, les initiatives de Barefoot Power Uganda ont permis aux ménages ruraux d'adopter des systèmes solaires domestiques, bénéficiant à plus de 70 000 familles (IRENA, 2022). Ces systèmes réduisent la dépendance au bois de chauffe et au kérosène, améliorant la qualité de l'air et réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Le Global Green Growth Institute (GGGI, 2023) souligne également que la transition vers l'énergie solaire dans les zones rurales pourrait réduire de 30 % les émissions énergétiques des ménages ougandais. De même, un rapport de REN21 (2023) insiste sur le fait que les systèmes décentralisés d'énergie renouvelable, comme les projets de mini-centrales hydroélectriques à Kabale, sont essentiels pour parvenir à l'équité énergétique en Afrique. Selon Kaggwa et al. (2021), les systèmes solaires décentralisés en Ouganda ont montré un potentiel significatif pour améliorer la santé et prolonger les heures d'étude des enfants dans les zones non raccordées au réseau. Mutambi et Muyambi (2020) soutiennent également que le déploiement du solaire hors réseau en Ouganda a stimulé l'activité économique locale en alimentant les petites entreprises et en réduisant les dépenses énergétiques. Sovacool et al. (2017) notent que les projets communautaires d'énergie renouvelable sont essentiels pour renforcer la résilience dans les zones rurales d'Afrique, notamment là où l'infrastructure du réseau national est faible.

Au Nigéria, le Nigeria Electrification Project (NEP) a déployé avec succès des mini-réseaux solaires dans les communautés hors réseau, fournissant une énergie durable à plus de 200 000 foyers et entreprises. Selon la Banque mondiale (2023), ces mini-réseaux ont non seulement amélioré l'accès à l'énergie, mais ont également réduit la dépendance aux générateurs diesel, diminuant ainsi la pollution de l'air local. Des experts comme Akinbami et al. (2022) soulignent que l'intégration des énergies renouvelables dans la stratégie d'électrification rurale du Nigéria pourrait permettre de résoudre la pauvreté énergétique pour 85 millions de personnes tout en stimulant la croissance économique. Au-delà des infrastructures, des initiatives régionales encouragent aussi l'innovation verte. Par exemple, le Kenya a introduit des systèmes d'irrigation alimentés à l'énergie solaire dans le comté de Machakos, améliorant la disponibilité en eau et la productivité agricole pour plus de 5 000 agriculteurs (PNUD, 2023). De même, le programme Énergie Verte du Maroc a soutenu 50 petites entreprises dans le secteur des énergies renouvelables, créant plus de 1 200 emplois verts et développant des pratiques durables dans les industries locales (Banque africaine de développement, 2022). Oyedepo (2012) insiste sur le fait que les systèmes énergétiques décentralisés peuvent favoriser le développement national grâce à la réduction des coûts opérationnels et à l'autonomie énergétique locale. En Ouganda, les projets solaires et mini-hydroélectriques à Kabale soulignent l'importance des solutions décentralisées pour combler les lacunes d'accès à l'énergie, notamment dans les zones reculées. En s'inspirant des expériences du Kenya, du Maroc et du Nigéria, l'Ouganda pourrait renforcer sa résilience énergétique via des collaborations régionales, des financements innovants et des politiques de soutien. Comme le suggèrent Musoke et Namatovu (2021), les réseaux transfrontaliers d'apprentissage sur les énergies renouvelables sont essentiels pour amplifier les innovations dans le secteur énergétique ougandais. Ces initiatives démontrent comment les énergies renouvelables constituent un pilier essentiel pour relever les défis du changement climatique tout en promouvant l'équité et le développement économique.

4. Mécanismes internationaux de financement climatique et leur équité

4.1 Insuffisances dans l'allocation des financements climatiques

L'Afrique continue de recevoir moins de 5 % des financements climatiques mondiaux, malgré sa forte vulnérabilité aux impacts du changement climatique (Climate Policy Initiative, 2021). Ce déficit a des conséquences majeures, car les pays africains font face à des risques climatiques de plus en plus graves, tels que les sécheresses, les inondations et les températures extrêmes, qui affectent de manière disproportionnée leur productivité agricole, leurs infrastructures et leurs communautés (Kaiser et al., 2020). Un rapport de 2022 du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) souligne que le financement de l'adaptation doit être multiplié par cinq pour répondre aux besoins spécifiques de résilience climatique des pays africains (PNUE, 2022). Cependant, les obstacles bureaucratiques et les conditions restrictives imposées par les donateurs empêchent souvent ces fonds d'atteindre les communautés qui en ont le plus besoin. Comme le notent Tientore et al. (2021), des procédures de demande complexes et longues, ainsi que l'accent mis sur les projets de grande envergure, rendent difficile l'accès au financement pour les entités locales plus petites, aggravant ainsi le fossé dans les efforts d'adaptation à travers le continent.

Une analyse récente du Grantham Research Institute (2023) révèle que seulement 11 % des financements climatiques destinés à l'Afrique sont alloués de manière à correspondre aux priorités des communautés locales. Ce décalage s'explique par des modèles de financement dictés par les donateurs, qui privilégient souvent des projets conçus par des organisations internationales, plutôt que ceux développés avec la participation et sous la direction des communautés locales. En conséquence, les interventions mises en œuvre peuvent ne pas être adaptées au contexte ou durables (Buchner et al., 2020). Oxfam International (2021) soutient également que les organisations communautaires sont marginalisées dans le processus de prise de décision, malgré leur connaissance approfondie des défis climatiques locaux. Ces approches descendantes ne tiennent souvent pas compte de la diversité des besoins des communautés africaines, laissant les acteurs locaux sans les ressources ni l'autonomie nécessaires pour mettre en œuvre des solutions efficaces. Des recherches menées par Hesselberg et al. (2019) soulignent que les modèles de financement excluant la participation locale ont moins de chances de réussir à renforcer la résilience à long terme et la capacité d'adaptation dans les régions vulnérables.

La participation limitée des communautés locales dans l'allocation des financements climatiques est aggravée par la répartition inégale des fonds entre les pays africains. Alors que certains pays, comme l'Afrique du Sud et le Kenya, parviennent à attirer des financements climatiques importants, d'autres restent sous-financés, notamment ceux du Sahel et de certaines régions d'Afrique centrale (Anderson et al., 2020). Selon la Banque africaine de développement (2022), ce déséquilibre entre la disponibilité des financements et les besoins réels des pays africains souligne l'insuffisance des mécanismes actuels de financement climatique. Comme le note la Climate Policy Initiative (2021), cette problématique est accentuée par les cadres réglementaires complexes imposés par les donateurs internationaux, qui ne tiennent souvent pas compte des contextes socio-économiques et environnementaux propres à chaque pays africain. En réponse, des chercheurs comme Wanjira et Rinkel (2023) plaident en faveur d'un changement vers des mécanismes de financement climatique axés sur l'équité, garantissant que les fonds soient alloués en fonction des vulnérabilités spécifiques et des priorités des communautés africaines. Ils préconisent également l'intégration des savoirs locaux dans la conception et la mise en œuvre des projets climatiques, afin d'en améliorer l'efficacité et la durabilité.

4.2 Le rôle des initiatives mondiales

Des initiatives telles que le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds d'adaptation possèdent un fort potentiel, mais nécessitent des réformes pour renforcer l'équité. Une étude menée en 2023 par l'International Institute for Environment and Development (IIED) révèle que seulement 8% des financements du FVC ont atteint les organisations de base, la majeure partie étant dirigée vers des projets à grande échelle gérés par des ONG internationales ou des agences gouvernementales (IIED, 2023). Pour remédier à ce déséquilibre, des experts comme Kamau et al. (2022) soutiennent que les mécanismes financiers devraient donner la priorité aux acteurs locaux, qui possèdent une connaissance directe des impacts climatiques et des besoins en matière d'adaptation. De même, Schalatek et Nakhoda (2016) soulignent que les organisations communautaires manquent souvent d'un accès direct aux fonds mondiaux, en raison de processus de candidature complexes et d'une préférence des bailleurs pour les intermédiaires. En Ouganda, par exemple, le renforcement de projets tels que le Projet de gestion intégrée des ressources en eau, financé par le FVC, pourrait considérablement améliorer la résilience climatique en impliquant les communautés locales dans la gestion des ressources hydriques. Cette approche participative permet non seulement d'autonomiser les communautés, mais aussi de garantir que les interventions climatiques soient mieux adaptées aux contextes locaux et plus durables (Atela et al., 2017).

Par ailleurs, le Centre africain pour le financement climatique (African Climate Finance Hub, 2022) souligne que les programmes de renforcement des capacités doivent accompagner les financements afin de garantir une mise en œuvre efficace. Ces programmes sont essentiels pour doter les communautés et les organisations locales des compétences techniques et managériales nécessaires à l'accès et à l'utilisation optimale des financements climatiques. À titre d'exemple, le Programme d'adaptation communautaire au Swaziland (PNUD, 2022) illustre comment un soutien financier, associé à des initiatives de renforcement des capacités, peut permettre aux communautés locales de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation climatique efficaces. Les recherches menées par Agrawal et Lemos (2015) appuient cette approche en soulignant que les institutions locales jouent un rôle crucial dans l'élaboration des réponses adaptatives, mais qu'elles manquent souvent de capacités suffisantes sans investissements durables. De la même manière, l'Overseas Development Institute (ODI, 2023) appelle à la mise en place de mécanismes de redevabilité rigoureux pour suivre l'impact des fonds internationaux sur les communautés vulnérables. Ces mécanismes sont indispensables pour éviter la mauvaise allocation des ressources et s'assurer que les financements atteignent effectivement ceux qui en ont le plus besoin (Weikmans et al., 2020).

En Égypte, le Fonds vert pour le climat a soutenu des projets tels que la Stratégie nationale d'adaptation, qui vise à réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques, notamment dans le delta du Nil, où l'élévation du niveau de la mer menace des millions de personnes. Cependant, selon l'Agence égyptienne pour les affaires environnementales (2023), bien que des ressources financières soient disponibles, le manque de capacités locales pour mettre en œuvre ces projets à grande échelle demeure un obstacle majeur. Elasha (2010) soutient que les pays d'Afrique du Nord comme l'Égypte doivent intégrer des approches ascendantes dans la planification de l'adaptation afin d'en garantir la pertinence et l'efficacité. En impliquant davantage les parties prenantes locales et en assurant la participation communautaire dans les processus décisionnels, l'Égypte pourrait améliorer la mise en œuvre de ces stratégies. Au Ghana, le gouvernement a su tirer parti du financement climatique pour soutenir l'élaboration de la loi sur les énergies renouvelables (Renewable Energy Act), qui offre des incitations à la participation du secteur privé dans les projets d'énergie durable. Toutefois, ce financement n'a pas atteint les communautés rurales à petite échelle, qui continuent de souffrir de la pauvreté énergétique.

Comme le souligne l'Agence de protection de l'environnement du Ghana (2022), les fonds internationaux doivent être réorientés vers des initiatives plus petites et communautaires afin de répondre aux besoins énergétiques locaux. Une étude de Boateng et al. (2022) suggère que renforcer la participation locale dans les projets de financement climatique peut combler le fossé entre les politiques et leur mise en œuvre, garantissant ainsi que les fonds parviennent aux communautés les plus nécessiteuses. Tambo et Wünscher (2017) soulignent également l'importance d'intégrer les savoirs traditionnels et les structures communautaires dans la planification des projets pour améliorer les résultats. Ces exemples venant d'Égypte, d'Eswatini (ex-Swaziland) et du Ghana mettent en lumière la nécessité de réformes des mécanismes de financement climatique, afin de prioriser l'équité, l'autonomisation locale et une surveillance transparente.

4.3 Vers un financement équitable et inclusif

Pour parvenir à la justice climatique, les pays africains doivent revendiquer une part équitable des financements climatiques internationaux, en privilégiant les subventions plutôt que les prêts, en mettant l'accent sur les projets d'adaptation et en autonomisant les gouvernements locaux pour gérer ces fonds. Les recherches du African Climate Policy Centre (2023) soulignent l'importance du budget participatif afin de garantir que les fonds soient alloués en fonction des besoins locaux. Wabomba et al. (2022) notent également que le financement direct aux gouvernements locaux augmente les chances de réussite des projets, grâce à leur meilleure compréhension des défis locaux. Le Fonds Vert du Rwanda, créé en 2013, illustre cette approche, en intégrant avec succès le budget participatif et en donnant aux gouvernements locaux la gestion des financements climatiques, favorisant ainsi la durabilité et l'appropriation communautaire (Rwanda Environment Management Authority, 2022).

Le Centre International pour le Changement Climatique et le Développement (ICCCAD, 2023) préconise la localisation des fonds climatiques, soutenant que le financement direct aux communautés peut augmenter de 50 % les taux de réussite des projets. Cette vision est appuyée par Sunkari et Mthembu (2023), qui soulignent que les systèmes de financement décentralisés permettent aux acteurs locaux d'adapter les interventions aux besoins spécifiques. Par exemple, le « Programme d'Agriculture Résiliente au Climat » du Sénégal a efficacement adopté une approche communautaire, avec les parties prenantes locales gérant les fonds d'adaptation pour améliorer les rendements agricoles et la résilience aux inondations (Ministère de l'Environnement du Sénégal, 2021). De même, la Stratégie et le Plan d'Action sur le Changement Climatique de la Namibie (2022) insistent sur l'intégration des savoirs locaux dans la prise de décision pour une utilisation plus efficace et équitable des fonds climatiques.

De plus, un rapport de la Fondation Heinrich Böll (2022) souligne l'importance d'un budget sensible au genre dans le financement climatique afin de réduire les disparités, rappelant que les femmes, en particulier dans les zones rurales, sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique. En Namibie, un projet visant à renforcer la résilience climatique dans les zones rurales a intégré des stratégies sensibles au genre, impliquant les femmes à la fois dans la planification et la mise en œuvre. Cette approche a permis d'augmenter la participation des femmes dans les projets d'agriculture durable et d'énergies renouvelables (Ministère de l'Environnement de Namibie, 2023). De même, le Rwanda a donné la priorité à l'égalité des genres dans l'allocation de ses financements climatiques, offrant aux femmes rurales un accès au financement et à la formation pour l'adaptation au climat (Bureau de Surveillance du Genre du Rwanda, 2023).

5. Construire des communautés résilientes :

5.1 Recommandations politiques

Atteindre la justice climatique en Afrique nécessite des politiques inclusives et équitables qui s'attaquent aux inégalités systémiques tout en favorisant le développement durable. Pour renforcer la résilience des communautés, les gouvernements devraient se concentrer sur les points suivants :

- Donner la priorité à la participation locale : Les politiques doivent habiliter les communautés locales à jouer un rôle de premier plan dans les initiatives d'adaptation et d'atténuation climatique, en reconnaissant leurs connaissances uniques, leurs expériences vécues et leurs capacités (ActionAid International, 2023). Cette approche ascendante garantit que les interventions sont adaptées au contexte et durables.
- Investir dans l'éducation et le renforcement des capacités : Les investissements ciblés dans l'éducation climatique et le développement des compétences, en particulier pour les jeunes et les femmes, sont essentiels pour stimuler l'innovation et la résilience. Par exemple, le Youth Climate Innovation Hub en Ouganda a formé avec succès plus de 3 000 jeunes aux pratiques durables, favorisant ainsi le leadership local et les solutions climatiques intelligentes (PNUD, 2022).
- Renforcer la coopération régionale : Les pays africains devraient approfondir leur coopération afin de négocier de meilleures conditions pour le financement climatique, harmoniser les politiques et échanger les meilleures pratiques. L'Agenda 2063 de l'Union africaine souligne la solidarité continentale comme voie stratégique vers la résilience et le développement durable.

Une étude menée par Climate Analytics (2023) souligne que favoriser les collaborations interrégionales renforce la résilience climatique en mutualisant les ressources et les expertises. De plus, le World Resources Institute (WRI, 2023) met en avant que l'intégration des savoirs autochtones dans les cadres politiques peut améliorer l'efficacité des stratégies d'adaptation.

5.2 Mes Contributions en tant que Fellow pour la Justice Climatique

En tant que fellow pour la justice climatique, je m'engage à défendre des politiques équitables et des solutions durables. Mon travail dans le district de Kabale se concentre sur la mobilisation des communautés pour la reforestation, la promotion des énergies renouvelables, et la facilitation des dialogues entre les leaders locaux et les décideurs politiques. Ainsi, en donnant une voix plus forte aux Africains, je vise à impulser un changement transformateur pour un avenir juste et durable.

6. Conclusion

La justice climatique n'est pas un idéal abstrait ; c'est une nécessité pour la survie et la prospérité de l'Afrique. Ainsi, en abordant les impacts disproportionnés du changement climatique, en autonomisant les communautés et en réformant le financement climatique international, nous pouvons construire un continent résilient qui prospère malgré l'adversité. En tant qu'Africains, nous possédons le savoir, la créativité et la détermination pour surmonter cette crise. Saisissons ce moment pour défendre des politiques équitables, renforcer la résilience et assurer un avenir durable pour les générations à venir.

References

- ActionAid International. (2023). *Gender-responsive climate change adaptation in Africa*. ActionAid. <https://www.actionaid.org>
- Adelekan, I. O. (2016). *Urban climate risk and adaptation responses in African cities*. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 20, 125–133. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2016.09.002>
- AfDB. (2022). *Adaptation costs in Africa: Estimates and financing gaps*. African Development Bank Group. <https://www.afdb.org/en/>
- African Climate Foundation. (2023). *Climate justice and Africa's future: Prioritizing equity in global climate action*. <https://africanclimatefoundation.org>
- African Climate Policy Centre. (2023). *Agenda 2063 and the role of regional self-reliance in climate resilience*. African Union.
- African Development Bank (AfDB). (2022). *African economic outlook 2022: Supporting climate resilience and a just energy transition in Africa*. <https://www.afdb.org>
- African Development Bank. (2021). *African Economic Outlook*.
- African Development Bank. (2022). *Green energy program: Scaling up renewable energy initiatives in Morocco*. African Development Bank Group. <https://www.afdb.org/en/news-and-events>
- African Development Bank. (2022). *Morocco's Green Energy Program: Empowering SMEs for a sustainable future*. <https://www.afdb.org>
- Agrawal, A., & Lemos, M. C. (2015). *Adaptive development*. *Nature Climate Change*, 5(3), 185–187. <https://doi.org/10.1038/nclimate2501>
- Akinbami, J.-F. K., Salami, A. T., & Siyanbola, W. O. (2022). *Renewable energy in Nigeria: Policy, practices and prospects*. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 159, 112158. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2022.112158>
- Arora-Jonsson, S. (2011). *Virtue and vulnerability: Discourses on women, gender and climate change*. *Global Environmental Change*.
- Atela, J., Gannon, K. E., & Crick, F. (2017). *Climate finance and local adaptation programming: Overcoming the challenges of transparency and accountability*. International Institute for Environment and Development (IIED). <https://pubs.iied.org/17409iied>
- Atteridge, A., & Weitz, N. (2019). *A framework for assessing the political economy of post-2020 climate finance*. *Climate Policy*, 19(6), 743–758. <https://doi.org/10.1080/14693062.2018.1535437>
- Boateng, E., Oppong, D., & Mensah, A. (2022). *Enhancing local participation in climate finance delivery in Ghana: A case for community-based adaptation*. *Ghana Journal of Development Studies*, 19(2), 15–31.
- Bond, P. (2016). *Politics of climate justice: Paralysis above, movement below*. University of KwaZulu-Natal Press.
- Botswana Institute for Policy Development. (2021). *Water scarcity and its impact on agriculture in Botswana*. Botswana Institute for Policy Development. <https://www.botswanainstitute.org/>
- Botswana Institute for Policy Development. (2021). *Water security and climate change: Policy perspectives in Botswana*. Gaborone: BIPD Publications.
- Brown, M. E., Antle, J. M., Backlund, P., Carr, E. R., Easterling, W. E., Walsh, M. K., ... & Tebaldi, C. (2011). *Climate change, global food security, and the U.S. food system*. USDA Technical Report. <https://www.usda.gov>
- Centre for Climate Change and Social Transformations (CAST). (2023). *The social dimensions of climate change in rural Africa*. CAST.
- Choukri, K., El Himer, H., & Benchrifa, R. (2021). *Renewable energy policy and climate change mitigation in Morocco: A review*. *Energy Policy*, 152, 112182. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2021.112182>
- Climate Analytics. (2020). *Accessing climate finance: Challenges faced by African countries*. <https://climateanalytics.org>
- Climate Justice Alliance. (2023). *Africa and the climate justice struggle*. Climate Justice Alliance. <https://climatejusticealliance.org/>
- Climate Policy Initiative. (2021). *Global climate finance flows and Africa's role*. Climate Policy Initiative. <https://www.climatepolicyinitiative.org>

- Conway, D., Schipper, E. L. F., & Vincent, K. (2019). *Climate risk management and development planning in Africa: Strategies and challenges*. *Climate and Development*, 11(1), 1–3. <https://doi.org/10.1080/17565529.2019.1605281>
- Egyptian Environmental Affairs Agency. (2023). *Annual environmental performance report*. Government of Egypt.
- Elasha, B. O. (2010). *Mapping of climate change threats and human development impacts in the Arab region*. UNDP Arab Human Development Report Research Paper Series. <https://hdr.undp.org>
- Food and Agriculture Organization (FAO). (2020). *Climate change and food security in Africa*. FAO.
- Food and Agriculture Organization (FAO). (2021). *Climate change and agriculture: Challenges in Uganda*. FAO.
- Ghana Environmental Protection Agency. (2022). *State of the environment report: Ghana 2022*. Accra: EPA Ghana.
- Global Green Growth Institute (GGGI). (2023). *Renewable energy projects in Uganda: Scaling up solar energy*. GGGI.
- Gonzalez, J., & Sanchez, L. (2021). *Perceptions influencing adaptation: A machine learning approach*. *arXiv Preprint*.
- Grantham Research Institute. (2023). *The equity gaps in climate finance allocation*. Grantham Research Institute. <https://www.lse.ac.uk/grantham/>
- International Institute for Environment and Development (IIED). (2023). *Grassroots access to climate finance: Barriers and solutions*. London: IIED.
- International Institute for Environment and Development (IIED). (2022). *Climate resilience and adaptation strategies in rural Uganda*. IIED. <https://www.iied.org>
- International Renewable Energy Agency (IRENA). (2022). *Off-grid renewable energy solutions: Uganda country profile*. <https://www.irena.org>
- International Renewable Energy Agency (IRENA). (2023). *Renewable energy statistics 2023*. <https://www.irena.org>
- Kaggwa, R. C., Muwanga, A., & Kizza, M. (2021). *The impact of solar home systems on rural livelihoods in Uganda*. *Energy for Sustainable Development*, 64, 1–8. <https://doi.org/10.1016/j.esd.2021.07.002>
- Kamau, R., Nkirote, P., & Odhiambo, D. (2022). *Bridging the climate finance gap for local communities in East Africa*. *African Journal of Environmental Economics and Policy Studies*, 5(1), 45–62.
- Karekezi, S., & Kithyoma, W. (2003). *Renewable energy development*. In *Energy Policy* (Vol. 31, pp. 1059–1069). Elsevier. [https://doi.org/10.1016/S0301-4215\(02\)00149-2](https://doi.org/10.1016/S0301-4215(02)00149-2)
- Kyambogo University. (2020). *Water scarcity and climate resilience in Kabale District*. Kyambogo University.
- Maathai, W. (2009). *The Green Belt Movement: Sharing the approach and the experience*. Lantern Books.
- Majaliwa, J. G. M., et al. (2017). *Climate change adaptation strategies among Ugandan farmers*. RUFORUM Repository
- Maun Reforestation Project. (2021). In *United Nations Environment Programme (UNEP), Community-based adaptation practices in southern Africa*. <https://www.unep.org>
- Moroccan Agency for Sustainable Energy (MASEN). (2022). *Noor Ouarzazate Solar Complex: Facts and impact*. <https://www.masen.ma>
- Mugagga, F., & Buyinza, M. (2021). *Climate-smart agriculture and adaptation in Uganda*. *East African Journal of Environmental Science*.
- Munang, R., & Mgendi, E. (2021). *Financing climate change adaptation in East Africa: Challenges and strategies*. *Sustainability*, 13(14), 7409. <https://doi.org/10.3390/su13147409>
- Nakayima, R. (2021). *Strengthening community resilience to climate change in Uganda: A case study from Kabale District*. *Climate and Development*, 14(5), 462–472. <https://doi.org/10.1080/17565529.2021.1889333>
- Niwagaba, S., & Mulindwa, F. (2021). *Community-based climate resilience practices in rural Uganda*. *Agricultural Systems*.
- Nsubuga, J. S. (2022). *Reducing climate vulnerability in Uganda: A study of Kabale District*. *Uganda Journal of Social Sciences*, 35(4), 121–130. <https://doi.org/10.4314/ujss.2022.004>
- Uganda Bureau of Statistics (UBOS). (2022). *Statistical Abstract*. Uganda Bureau of Statistics. <https://www.ubos.org>
- Uganda National Climate Change Policy (2015). *Uganda National Climate Change Policy*.
- UNDP. (2021). *Renewable energy solutions in Africa: A strategic framework for sustainable development*. UNDP.
- UNEP. (2022). *Financing climate change adaptation in Africa: Challenges and opportunities*. UNEP.
- UNFCCC. (2021). *Nationally Determined Contributions in Africa: Challenges and Opportunities*. UNFCCC.

COMBLER LE FOSSÉ :

UN ENGAGEMENT SINCÈRE ENVERS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE



Author

Victor Kweku Ayertey

Former Secretary General, IMCS-MIEC 2021-2023

Country

Ghana

La crise climatique croissante souligne l'urgence d'une réévaluation approfondie de notre relation avec la Terre. Au cœur de ce débat se trouvent l'Objectif de développement durable (ODD) 13, qui appelle à une action immédiate contre le changement climatique et ses effets, ainsi que les principes énoncés dans l'encyclique *Laudato Si'* du pape François, qui met l'accent sur le soin de notre maison commune. Cet article explore l'intersection entre la responsabilité environnementale et la justice à travers les cadres de l'ODD 13, de *Laudato Si'* et de la doctrine sociale de l'Église catholique (DSE), en mettant en lumière leurs implications pour la jeunesse et les communautés dans le cadre des ODD 2 (Faim Zéro), 4 (Éducation de qualité) et 6 (Eau propre et assainissement).

Malgré notre lien intrinsèque avec la Terre, les activités industrielles et les décisions politiques créent souvent un fossé entre l'humanité et l'environnement. Cette rupture dégrade la planète et porte atteinte à la dignité humaine ainsi qu'aux savoirs autochtones, en particulier parmi les populations vulnérables. Reconnaître la dignité intrinsèque de la Terre, comme le souligne *Laudato Si'*, implique de reconnaître sa capacité à « se défendre et nous avertir de changer nos modes de vie » à travers divers phénomènes environnementaux. Répondre à cette crise exige des solutions adaptées qui respectent les contextes uniques des différentes communautés, en dépassant les approches universelles standardisées.

Le Soin de la Terre et la Justice pour la Planète dans le Contexte de l'ODD 13

L'ODD 13 appelle à une action immédiate pour lutter contre le changement climatique et ses effets. *Laudato Si'* complète cet objectif en plaidant pour une « écologie intégrale » qui reconnaît l'interconnexion des dimensions environnementales, économiques, sociales et culturelles. Le pape François souligne que « la solidarité intergénérationnelle n'est pas une option, mais une question fondamentale de justice, puisque le monde que nous avons reçu appartient aussi à ceux qui nous suivront » (*Laudato Si'*, §159). Cette perspective rejoint l'appel de la doctrine sociale de l'Église à la responsabilité et à la gestion de la création, incitant l'humanité à protéger et préserver l'environnement pour les générations futures.

Impact sur la Jeunesse et les Communautés en lien avec les ODD 2, 4 et 6

ODD 2 : Faim Zéro

Le changement climatique a considérablement aggravé l'insécurité alimentaire, en particulier dans les communautés marginalisées. Les conditions météorologiques erratiques, telles que les sécheresses et les inondations, ont perturbé la productivité agricole, entraînant la faim et la malnutrition. Ces exemples soulignent le besoin urgent et continu de pratiques agricoles durables et de répartition équitable des ressources, comme le souligne Laudato Si'. Sans résoudre ces défis, atteindre l'ODD 2 d'ici 2030 reste improbable.

- L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne demeure grave, avec 346 millions de personnes sous-alimentées d'ici 2025 (Wudil et al, 2022). Les échecs de récoltes liés au climat, les pertes de bétail et les défis économiques tels que l'inflation et les infrastructures faibles ont aggravé la situation. La malnutrition aiguë touche 12,8 millions d'enfants, et les coûts d'importation alimentaire devraient augmenter de manière significative. Malgré certains efforts politiques, la région continue de faire face à des progrès lents pour atteindre la sécurité alimentaire. Les échecs de récoltes liés au climat, les pertes de bétail et les défis économiques, tels que l'inflation, ont aggravé la crise.
- La Corne de l'Afrique a connu sa pire sécheresse en plusieurs décennies (2021–2023), laissant 22 millions de personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire et déplaçant des millions de personnes. Plus de 13,2 millions de têtes de bétail sont mortes, causant des pertes économiques dévastatrices pour les familles pasteurales. Bien que la sécheresse se soit terminée début 2023 avec des pluies supérieures à la moyenne, les inondations subséquentes ont aggravé la crise humanitaire, mettant en évidence la vulnérabilité de la région face aux extrêmes climatiques. Bien que les pluies améliorées en 2023 aient atténué les conditions de sécheresse, les inondations qui ont suivi ont amplifié la crise humanitaire. La Somalie, à elle seule, fait face à une situation qui se détériore, avec 4,4 millions de personnes projetées pour souffrir de la faim d'ici mi-2025 en raison des pluies erratiques, des conflits et des manques de financement. (ONU OCHA, 2023)
- Les inondations catastrophiques de 2022 au Pakistan ont submergé 2,9 millions d'hectares de terres, détruisant 57 % des terres cultivables du Sindh et impactant fortement la production de riz, de coton et de canne à sucre. Les efforts de récupération incluent des financements internationaux pour des infrastructures résilientes au climat et des initiatives de restauration des moyens de subsistance. Les inondations ont déplacé 33 millions de personnes et ont causé une insécurité alimentaire généralisée en perturbant les chaînes d'approvisionnement et les moyens de subsistance. Cependant, de nombreuses communautés affectées font encore face à un logement inadéquat, à un accès limité aux services et à une insécurité alimentaire persistante, soulignant les défis prolongés de la reconstruction après une telle dévastation à grande échelle. (Qamer et al, 2023)

ODD 4 : Éducation de Qualité

L'éducation est un outil transformateur pour promouvoir la sensibilisation environnementale et le développement durable. Les Principes directeurs de Bakou soulignent l'importance de l'Éducation pour le Développement Durable (EDD) afin d'autonomiser les jeunes en tant qu'agents de changement. Pourtant, l'ironie persiste : ceux qui sont les plus touchés par le changement climatique manquent souvent d'accès à une éducation de qualité. Cependant, le changement climatique perturbe les systèmes éducatifs à l'échelle mondiale :

- Le typhon Rai (2021) a dévasté les Philippines, détruisant plus de 4 000 salles de classe et déplaçant plus de 631 000 personnes. Cette catastrophe a interrompu l'éducation d'environ 2 millions d'enfants, aggravant les effets des fermetures d'écoles précédentes dues à la COVID-19. Les efforts pour reconstruire les écoles et fournir des espaces d'apprentissage résilients aux catastrophes sont en cours, mais des défis importants demeurent pour rétablir la continuité éducative et prévenir les abandons scolaires permanents (ONU OCHA, 2022). L'éducation en Afghanistan, au Bangladesh, au Mozambique, au Pakistan et aux Philippines est particulièrement affectée par les vagues de chaleur, les cyclones, les inondations et les tempêtes (UNICEF, 2024).
- En Syrie, le conflit prolongé combiné à la rareté de l'eau induite par le climat continue de forcer des millions d'enfants à quitter l'école. De nombreuses écoles restent endommagées ou inaccessibles, tandis que les déplacements et la pauvreté empêchent les familles de prioriser l'éducation. L'impact dual de la guerre et du stress environnemental a créé un fossé éducatif générationnel, avec des ressources limitées pour répondre à la crise. Les installations éducatives en Syrie sont gravement sollicitées, ce qui affecte l'accès à l'éducation et aux opportunités d'apprentissage. Le nombre de personnes nécessitant une aide dans le secteur de l'éducation a ainsi augmenté de 8 % de 7,2 millions en 2024 à 7,8 millions (Humanitarian Action, 2025).
- Les sécheresses sévères en Afrique de l'Est, en particulier au Kenya et au Zimbabwe, ont entraîné un taux élevé d'abandon scolaire, les enfants étant forcés de travailler ou de migrer pour soutenir leurs familles. La faim et la pénurie d'eau ont encore perturbé l'apprentissage, les élèves ayant des difficultés à se concentrer ou à assister aux cours. Au Zimbabwe seulement, près de 2 millions d'enfants sont à risque d'abandon scolaire en raison de la pauvreté induite par la sécheresse, soulignant l'urgence des initiatives de sécurité alimentaire et de soutien à l'éducation. (ONU OCHA, 2024)

ODD 6 : Eau Propre et Assainissement

L'accès à l'eau propre est de plus en plus menacé par le changement climatique. Des initiatives telles que le Dialogue de Bakou sur l'Eau pour l'Action Climatique soulignent la nécessité de stratégies intégrées de gestion de l'eau. La doctrine sociale de l'Église (DSE) plaide pour une répartition équitable des ressources afin de garantir un accès universel à l'eau potable. Néanmoins, les sécheresses et la contamination des sources d'eau ont laissé des millions de personnes sans eau potable sûre :

- À Cape Town (Afrique du Sud), dès 2018, la crise du « Jour Zéro » a mis en évidence la vulnérabilité urbaine de l'eau en raison de sécheresses prolongées. Actuellement, la ville a mis en place le New Water Programme (NWP), qui vise à fournir 300 millions de litres par jour à partir de sources alternatives d'eau d'ici 2030. Cela inclut l'extraction des eaux souterraines, la désalinisation et des projets de réutilisation de l'eau. Le Berg River to Voëlvlei Augmentation Scheme (BRVAS) est en cours de développement pour ajouter 23 millions de mètres cubes d'eau par an au réservoir de Voëlvlei d'ici 2027.
- Au Yémen, le conflit, couplé à la rareté de l'eau, a conduit à des épidémies de choléra affectant des millions de personnes. Le Yémen reste dans une grave crise humanitaire, le conflit et la pénurie d'eau étant à l'origine de l'une des pires épidémies de choléra à l'échelle mondiale. Plus de 17,8 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable, et fin 2024, près de 250 000 cas suspects de choléra ont été signalés. L'effondrement des infrastructures de santé et d'eau, couplé à des manques de financement, continue d'aggraver la crise, laissant des millions de personnes vulnérables aux maladies d'origine hydrique. (OMS, 2024)

- Le bassin du fleuve Colorado aux États-Unis fait face à des pénuries d'eau critiques en raison de sécheresses prolongées et de la surexploitation, avec des réservoirs comme le lac Mead et le lac Powell à des niveaux historiquement bas (29 % et 32 %, respectivement). La réduction de l'enneigement et le changement climatique exercent une pression supplémentaire sur les ressources en eau, entraînant des réductions obligatoires de l'approvisionnement en eau dans des États comme l'Arizona et le Nevada. Malgré les mesures politiques pour conserver l'eau, des solutions à long terme sont urgemment nécessaires pour résoudre la crise croissante. (Deborah/Western-Water, 2025)

The Way Forward

Les résultats de la COP29 reflètent une reconnaissance mondiale de la nécessité d'intensifier l'action climatique et de soutenir les nations vulnérables. Les pays développés ont convenu de fournir au moins 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 pour aider les pays vulnérables à atténuer les effets du changement climatique et à décarboniser leurs économies. L'inclusion des enfants, des jeunes, de leur éducation et de leur santé dans l'Objectif Mondial d'Adaptation souligne la reconnaissance des jeunes en tant qu'acteurs clés dans les efforts de résilience climatique. Par conséquent, répondre à la crise climatique nécessite une approche multifacette qui intègre la gestion de l'environnement avec la justice sociale, comme le préconisent Laudato Si' et la doctrine sociale de l'Église (DSE).

- **Engagement Religieux** : Les communautés religieuses jouent un rôle essentiel dans la mobilisation du soutien populaire pour les initiatives environnementales. Le Laudato Si' Movement illustre comment les organisations religieuses peuvent promouvoir efficacement la conscience écologique et l'action.
- **Solutions Contextualisées** : Il est crucial de reconnaître les contextes environnementaux, culturels et économiques uniques de chaque communauté. Les interventions adaptées garantissent que les actions climatiques soient à la fois efficaces et équitables, en respectant le principe de subsidiarité dans la doctrine sociale de l'Église (DSE).
- **Autonomisation des Jeunes** : Investir dans l'éducation qui favorise la conscience environnementale permet aux jeunes de mener des initiatives durables. Des programmes comme la formation des Laudato Si' Animators permettent aux jeunes de défendre la justice écologique au sein de leurs communautés.
- **Politiques Intégrées** : Développer des politiques qui abordent simultanément l'action climatique, la réduction de la pauvreté et l'équité sociale est en phase avec la vision holistique de Laudato Si'. L'Initiative de Bakou pour le Développement Humain pour la Résilience Climatique illustre les efforts pour harmoniser l'éducation, la santé et la protection sociale avec la résilience climatique.

CONCLUSION

La convergence de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 13, de Laudato Si' du Pape François et de la Doctrine Sociale de l'Église (DSE) offre un cadre global pour aborder la crise climatique, avec un accent sur le soin et la justice. Les impacts du changement climatique sur les ODD 2, 4 et 6 montrent que les communautés vulnérables portent une charge disproportionnée. Relever ces défis nécessite une action mondiale urgente à travers des pratiques durables, des politiques inclusives et des initiatives qui autonomisent les jeunes. En mettant en œuvre des solutions adaptées aux contextes spécifiques, en renforçant les jeunes et en intégrant la gestion de l'environnement avec l'équité sociale, nous pouvons promouvoir un avenir durable et juste pour tous, en respectant la dignité de la Terre et de ses habitants.

QU'AS-TU MANGÉ CE MATIN?

Comment une simple question peut dissiper la nature transitoire de l'accompagnement des étudiants



Author

Marina D'Costa

Chaplaincy Commission, IMCS Pax Romana

Country

India

Prologue aux Perspectives

Un matin d'hiver, une jeune personne vivant en Europe et moi-même nous sommes connectés via une vidéoconférence Zoom pour travailler sur un document. Pour cette personne, c'était un matin d'hiver, pour moi, un après-midi humide. Par hasard, j'ai commencé la conversation en disant : « Bonjour, alors qu'as-tu mangé ce matin ? ». Avec un sourire humble, la personne a répondu : « Juste un peu de pain et de soupe ». Ce mot « juste », tel qu'interprété plus tard par la personne, signifiait « Je n'ai pas assez de nourriture pour me sustenter ». Je me suis demandé, combien d'étudiants (jeunes) ai-je interrogés par la question « Qu'as-tu mangé ce matin ? » – en faisant de cette question mon code spirituel d'accompagnement.

Pour moi, le véritable voyage de l'accompagnement a commencé avec ces deux questions prononcées par deux penseurs : le Père Gustavo Gutiérrez, « Comment dire à un homme affamé que Dieu existe quand il a faim ? » et Oscar Lewis, « Comment les expériences vécues de la pauvreté extrême créent-elles une sous-culture unique ? ».

Gustavo Gutiérrez, le fondateur de la théologie de la libération, a abordé de manière fameuse la question de la pauvreté et de la foi en soulignant que la prédication de l'Évangile doit être accompagnée d'actions concrètes qui répondent aux injustices sociales. Oscar Lewis, un anthropologue américain qui a développé le concept de la « culture de la pauvreté », visait à expliquer comment la pauvreté se perpétuait à travers les générations, notamment parmi les communautés marginalisées. Il soutenait que la pauvreté ne se résume pas simplement à un manque d'argent ; c'est un ensemble de valeurs, de comportements et d'attitudes qui se développent en réponse aux difficultés économiques. En utilisant ces deux perspectives, à travers le regard de quelqu'un qui lutte chaque jour pour savoir comment accompagner au mieux les jeunes, je souhaite réfléchir sur l'accompagnement des étudiants pour comprendre la pauvreté (l'expérience vécue des étudiants) et la providence (la foi des étudiants en action).

Accompagner les jeunes, c'est écouter leurs questions (même lorsqu'ils ne parlent pas), marcher à leurs côtés dans leurs luttes, et les aider à connecter la foi à l'action. Gutiérrez nous rappelle que la foi n'est pas passive. Elle doit être un engagement pour la justice, l'espoir et la transformation. Et Lewis souligne qu'il est important de comprendre comment la pauvreté affecte non seulement les conditions matérielles mais aussi l'état d'esprit, les aspirations et les opportunités. Cependant, ces deux approches doivent prioriser l'autonomisation plutôt que les stéréotypes.

Fuir ou Combattre

Les étudiants universitaires ont toujours été confrontés à une large gamme de défis, de la précarité financière aux inégalités systémiques, aux luttes pour la santé mentale et à l'instabilité politique. Cela n'est pas nouveau pour nous, ce qui reste crucial, c'est la manière dont nous comprenons leur monde à travers le prisme de leur expérience vécue. Apprendre leur expérience vécue nous permet d'identifier où nous pouvons construire des ponts d'accompagnement.

De nombreux étudiants universitaires, en particulier ceux issus de milieux à faible revenu, luttent avec les frais de scolarité, la dette étudiante, l'insécurité du logement et la nécessité de concilier travail et études. Cela limite souvent leur capacité à s'engager pleinement dans la vie académique et sociale. Comment, en tant que réseau d'universités catholiques, pouvons-nous répondre à cela ? Comment pouvons-nous nous assurer que les étudiants puissent obtenir leur diplôme universitaire, accéder à un emploi décent et mener une vie où ils expérimentent la liberté financière ? Je me suis demandé, est-ce si difficile de rendre cela possible ?

Issu d'une famille à revenu de classe moyenne inférieure en Inde et étant également un apprenant de première génération, mes parents m'ont toujours insisté pour que je me concentre sur mes études. L'enseignement supérieur en Asie du Sud est souvent perçu comme un moyen de mobilité sociale et d'acquisition de statut au sein du cercle immédiat. Si vous ne générez aucun revenu, vous ne faites rien. Pourtant, pour de nombreux étudiants en Inde, au Sri Lanka, au Népal, au Bangladesh et ailleurs, le discours de la pénurie reste un obstacle majeur. Les luttes financières, le manque de ressources, les infrastructures insuffisantes et les inégalités systémiques créent des défis considérables pour les étudiants, en particulier ceux issus de milieux marginalisés.

En Inde, par exemple, même avec les bourses gouvernementales, le coût de l'enseignement privé pour les examens compétitifs rend l'enseignement supérieur inaccessible aux pauvres. Les familles contractent souvent des prêts pour envoyer leurs enfants à l'université, ce qui entraîne du stress financier. Dans ce contexte, si l'on se place sous l'angle de la théorie de Lewis, on peut prédire que les étudiants issus de familles pauvres pourraient prioriser la survie à court terme par rapport à l'investissement à long terme dans l'éducation. Beaucoup pourraient abandonner pour travailler et soutenir leurs familles, considérant l'éducation universitaire comme un luxe plutôt qu'une nécessité. Cependant, selon la perspective de Gutiérrez, l'éducation est un droit, pas un privilège. Par conséquent, les systèmes économiques doivent garantir un accès égal à l'éducation.

Alors, choisir entre lutter ou fuir ? Accompagner les jeunes, c'est rejeter une vision de la pauvreté basée sur le déficit et plutôt mettre en valeur leurs forces, leur résilience et leur potentiel. Au lieu de voir la pauvreté comme une culture et de mener à une « sous-culture » qui les emprisonne, nous devrions voir les jeunes comme des agents de transformation dans leur propre vie et dans la société. Cela demande du courage ! Je vois cet esprit chez les étudiants de l'IMCS et en particulier chez nos leaders étudiants. C'est une grâce d'avoir ces jeunes choisis qui mettent en jeu leur jeunesse, laissant leurs familles derrière eux pour mener un mouvement mondial comme l'IMCS. Ainsi, accompagner les leaders étudiants devient encore plus essentiel. Ont-ils une option « fuite » ? Certainement pas ! Et, lutteront-ils seuls ? Non, si vous choisissez de les accompagner, ils lutteront.

La Foi en Action

À travers le monde, de nombreux étudiants catholiques font face à des difficultés financières tout en poursuivant leurs études supérieures. En Inde, par exemple, les étudiants des communautés Dalit et tribales font souvent face à une discrimination économique et à un accès limité aux bourses. Aux Philippines, certains étudiants universitaires vivent dans des quartiers informels et cumulent plusieurs emplois à temps partiel pour pouvoir payer leurs frais de scolarité. En Afrique et en Amérique latine, de jeunes catholiques doivent parfois marcher des kilomètres pour se rendre à l'école ou partager leurs livres car ils ne peuvent pas se permettre d'en acheter. Au Népal, les étudiants migrent vers les villes en laissant derrière eux les majestueuses montagnes pour s'assurer d'obtenir un diplôme universitaire. Cependant, malgré ces luttes, la foi et la résilience ont aidé beaucoup d'entre eux à réussir.

En mettant leur confiance dans la providence de Dieu et en prenant des mesures proactives, les étudiants peuvent surmonter ces défis. Rechercher des bourses dans les institutions catholiques ou les programmes de services sociaux qui financent l'éducation, plaider pour des politiques éducatives justes et participer à des programmes de travail-études ciblés peuvent alléger les charges financières. Par exemple, au Kenya, des organisations catholiques offrent des programmes de travail-études où les étudiants acquièrent des compétences pratiques tout en recevant des allocations pour soutenir leurs études. De même, les universités catholiques aux États-Unis et en Europe offrent des aides financières et un soutien communautaire pour les étudiants universitaires de première génération.

Bien que les structures financières soient développées pour soutenir les étudiants, les aumôniers, les animateurs laïcs et les personnes qui accompagnent les étudiants peuvent offrir des conseils. Cela signifie favoriser des communautés basées sur la foi où les étudiants peuvent se soutenir mutuellement, les connecter avec des ressources et des opportunités d'aide financière, et les autonomiser pour qu'ils deviennent des leaders de la justice sociale. Lorsque les étudiants comprennent que leur éducation n'est pas seulement un moyen de réussite personnelle mais aussi un moyen d'élever leurs communautés, ils deviennent des agents de changement. Grâce à la foi, à l'action et à la solidarité, les étudiants catholiques du monde entier peuvent transformer l'éducation en un chemin vers la dignité et les opportunités. Leurs défis peuvent être grands, mais avec la providence de Dieu et le soutien d'une communauté de foi engagée, la pauvreté ne devrait jamais être un obstacle à leur avenir.

L'histoire du bienheureux Pier Giorgio Frassati, un étudiant catholique dévoué et membre de l'IMCS - FUCI (Federazione Universitaria Cattolica Italiana), qui a consacré sa vie à servir les pauvres tout en poursuivant ses études, nous rappelle que la foi et l'éducation vont de pair. En tant qu'étudiant universitaire en ingénierie, Pier Giorgio a su équilibrer ses études avec un engagement profond envers les pauvres. Il donnait souvent son argent, ses vêtements, et même son propre lit à ceux qui en avaient besoin. Malgré son origine privilégiée, il rejetait le matérialisme et passait du temps dans des orphelinats, des hôpitaux et dans la rue, au service des moins fortunés.

Comme l'a partagé Joseph Spataro : « On m'a parlé de Pier Giorgio avant que je ne me rende à Turin, et il m'a été présenté. J'étais alors le président général de la FUCI. On parlait tellement bien de lui que, sachant que le Circolo Balbo était en crise, j'ai proposé Pier Giorgio comme président. Ils ont répondu qu'il accepterait parce qu'il était très désireux de travailler pour le Club, mais qu'il ne voulait aucun poste. Dès mon arrivée à Turin, j'ai voulu le rencontrer : dans sa simplicité, avec ses yeux très sincères, il m'a immédiatement inspiré de la sympathie, du respect et de la confiance.

Changement de Paradigme dans l'Éducation

L'œuvre de John Henry Newman, *L'idée de l'Université* (1852, 1873), est un travail fondamental sur le but et la philosophie de l'enseignement supérieur. Newman soutient que le rôle principal d'une université est de cultiver l'intellect à travers la quête du savoir, plutôt que de se contenter de fournir une formation professionnelle ou technique. Il souligne que l'éducation doit développer un esprit large et équilibré, capable de pensée critique, de raisonnement moral et d'engagement civique. Newman met également en avant l'importance de l'éducation libérale, qui intègre différentes disciplines—littérature, philosophie, sciences et théologie—en un tout unifié. Il affirme que la théologie doit être une partie centrale de l'éducation universitaire, car la vérité religieuse façonne la compréhension humaine et le développement moral. Bien que les universités préparent les étudiants à diverses carrières, leur mission plus profonde est de former des individus qui cherchent la vérité, la sagesse et la vertu.

Dans son œuvre *L'idée de l'Université*, John Henry Cardinal Newman écrit : « Et voici le sens du mot "grammaire" que notre étudiant inexact déteste, et voici le sens du mot que tout tuteur sensé défendra. Sa maxime est "un peu, mais bien" ; c'est-à-dire vraiment savoir ce que vous dites savoir : savoir ce que vous savez et ce que vous ne savez pas ; maîtriser une chose avant de passer à une seconde ; essayer de comprendre ce que vos mots signifient ; quand vous lisez une phrase, imaginez-la dans votre esprit dans son ensemble, saisissez la vérité ou l'information qu'elle contient, exprimez-la dans vos propres mots, et, si cela est important, engagez-vous à la mémoriser fidèlement. De nouveau, comparez une idée avec une autre ; ajustez les vérités et les faits ; formez-les en un tout, ou notez les obstacles qui se présentent en le faisant. C'est ainsi que l'on progresse ; c'est ainsi que l'on arrive à des résultats ; non pas avaler la connaissance, mais (selon la figure parfois utilisée) la mastiquer et la digérer. »

Pour faire écho à ses idées, un extrait de "We Have Ceased to See the Purpose" d'Aleksandr Solzhenitsyn dit : « La nature humaine est pleine d'énigmes et de contradictions ; c'est leur complexité qui engendre l'art – c'est-à-dire la recherche de formulations non linéaires, de solutions imaginatives, d'explications complexes. L'une de ces énigmes est : comment les personnes totalement accablées par l'esclavage peuvent-elles néanmoins puiser la force intérieure de se relever et de se libérer, d'abord en esprit et ensuite dans le corps ; tandis que ceux qui volent sans entraves au sommet de la liberté perdent soudainement le goût de celle-ci, perdent la volonté de la défendre et, dérivant fatalement, commencent presque à désirer l'esclavage. Ou encore : pourquoi est-ce que des sociétés engourdis pendant un demi-siècle par des mensonges forcés trouvent en elles-mêmes assez de lucidité de cœur et d'âme pour voir les choses dans leur vraie perspective, pour percevoir la véritable signification des événements ; tandis que des sociétés ayant accès à toutes sortes d'informations plongent soudainement dans une cécité de masse léthargique, dans l'auto-tromperie volontaire ? »

L'IMCS, en tant que mouvement, a prospéré pour comprendre ce que cela signifie réellement s'éduquer, les programmes d'immersion et les réflexions théologiques vont bien au-delà des murs glorieux d'une université. L'IMCS encourage les étudiants à voir l'éducation comme plus qu'un simple avancement personnel—c'est un outil de transformation sociale. En s'engageant avec la doctrine sociale de l'Église (DSE), les étudiants apprennent comment la foi et la justice se croisent, les inspirant à passer à l'action sur des problèmes urgents comme l'inégalité économique, le changement climatique et la migration. L'IMCS équipe les étudiants des compétences nécessaires pour défendre la justice à l'échelle locale, nationale et internationale. Que ce soit pour plaider en faveur de meilleures politiques éducatives, du développement durable ou de la protection des droits humains, les membres étudiants apprennent à traduire leur foi en action. Je l'ai vécu, c'est vraiment mon expérience vécue en tant qu'étudiant de l'IMCS, en particulier en étant membre de l'AICUF (All India Catholic University Federation) – IMCS Inde.

Bien que nous ayons des étudiants qui luttent pour payer leurs frais de scolarité, ce sont ces mêmes étudiants qui font la différence dans la société. Ce sont ces âmes qui transforment leur expérience vécue de la pauvreté en grâce de providence, continuant à vivre leur foi en action.

Se Défaire de la Nature Transitoire de l'Accompagnement Étudiant : Un Appel à un Engagement Plus Profond

Dans l'environnement académique actuel, rapide et exigeant, l'accompagnement des étudiants est souvent réduit à des interactions superficielles—offrir des solutions rapides, fournir un soutien temporaire ou simplement veiller à ce que les étudiants atteignent les objectifs institutionnels. Bien que bien intentionnée, une telle approche risque de traiter l'accompagnement comme une transaction plutôt que comme un voyage. Les étudiants ne sont pas seulement de jeunes esprits qui passent par les universités ; ce sont des âmes en formation, confrontées à des questions plus profondes sur leur identité, leur foi, leur but et la justice.

Trop souvent, nous concevons l'accompagnement des étudiants comme temporaire et réactif, ne répondant qu'aux luttes académiques immédiates ou aux crises personnelles. Mais un véritable accompagnement exige de la profondeur, de la cohérence et de l'engagement. Il implique de marcher aux côtés des étudiants à travers leurs joies et leurs doutes, leurs luttes et leurs percées—pas seulement lorsqu'ils ont besoin d'aide, mais aussi lorsqu'ils cherchent un sens à leur vie.

Aller Au-Delà de l'Approche Superficielle

1. Au-Delà de la Résolution de Problèmes : Formation Plutôt que Réparation

- Au lieu de simplement offrir une aide financière, des conseils de carrière ou une intervention en cas de crise, l'accompagnement devrait se concentrer sur la croissance holistique—nourrir la foi, le caractère et la résilience.
- À l'image du Christ avec Ses disciples, nous ne devons pas simplement fournir des réponses, mais marcher avec les étudiants dans leur quête de la vérité.

2. Au-Delà des Relations Temporaires : L'Amitié Pour la Vie

- De nombreux étudiants éprouvent une profonde solitude et un manque de relations significatives. Ils n'ont pas seulement besoin de conseils ; ils ont besoin de mentors qui les voient véritablement et croient en eux.
- Les aumôniers, les éducateurs et les leaders étudiants doivent établir des relations qui perdurent après la remise des diplômes, formant un réseau fidèle de soutien.

3. Au-Delà du Succès Individuel : Transformation Personnelle et Sociale

- L'accompagnement doit également inspirer les étudiants à penser au-delà d'eux-mêmes, les incitant à s'engager sur des questions de pauvreté, d'injustice et de responsabilité morale.
- Les universités ne sont pas seulement des lieux pour obtenir des diplômes, mais pour cultiver une vision d'un monde juste et compatissant.

Pour se défaire de la nature transitoire de l'accompagnement étudiant, nous devons cesser de penser de manière superficielle et commencer à nous engager profondément avec présence, intentionnalité et foi. L'objectif n'est pas seulement d'accompagner les étudiants à travers la vie universitaire, mais vers un appel plus grand—vers le Christ, vers le service, et vers une transformation durable.

Dans *Christus Vivit* (Le Christ est Vivant), le Pape François souligne l'importance d'un accompagnement profond, constant et imprégné de foi pour les jeunes. Il a clairement précisé : « L'accompagnement comme un voyage de toute une vie ». Il a partagé : « L'accompagnement ne peut être prescriptif et programmatique, mais doit prendre le style de Jésus, qui a marché avec ses disciples sur le chemin d'Emmaüs (cf. Lc 24:13-35). » (*Christus Vivit*, 296). À l'image de Jésus, nous devons marcher avec les étudiants, écouter profondément et les aider à découvrir un sens plutôt que de simplement donner des réponses préétablies. Un accompagnement authentique ne consiste pas à imposer des règles, mais à guider les étudiants dans l'amour, la vérité et la foi. Le Pape François nous rappelle que l'accompagnement ne consiste pas seulement à aider les étudiants à réussir dans leurs cours universitaires ou à surmonter des défis—il s'agit de voyager avec eux vers le Christ, vers un but, et vers une transformation sociale. En embrassant un accompagnement profond, intentionnel et centré sur le Christ, nous aidons les étudiants à devenir les saints, les leaders et les agents de changement dont le monde a tellement besoin.

Épilogue : Pèlerins de l'Espoir

Alors que les étudiants catholiques naviguent à travers les défis de la pauvreté dans leur quête de l'enseignement supérieur, ils ne sont pas simplement des individus cherchant à réussir académiquement—ils sont des pèlerins de l'espoir, en chemin vers un avenir enraciné dans la foi, la justice et le service. Leurs luttes reflètent la mission plus large de l'Église : marcher en solidarité avec les pauvres, défier les structures injustes, et incarner la puissance transformative de la providence de Dieu en action.

À l'image des disciples sur le chemin d'Emmaüs, ces étudiants peuvent vivre des moments de doute et de désespoir. Pourtant, à travers la foi, la communauté et la persévérance, ils rencontrent le Christ tout au long du chemin—dans la bonté d'un professeur universitaire, dans le soutien d'un aumônier, dans les opportunités offertes par les institutions catholiques et dans leur propre résilience. Chaque bourse reçue, chaque examen réussi malgré les difficultés et chaque acte de solidarité avec leurs camarades étudiants est un témoignage de l'Évangile en action. Alors, priez pour eux et bénissez-les.

Être un pèlerin de l'espoir, c'est croire que l'éducation est plus qu'un avancement personnel—c'est un chemin vers la justice, un outil pour élever les communautés, et une réponse à l'appel de Dieu à servir les marginalisés. Cela signifie embrasser la foi non pas comme une échappatoire à la lutte, mais comme une force qui nous donne le pouvoir de la confronter et de la transformer. Et avec cet espoir, je sais que l'enseignement supérieur n'est plus un rêve, c'est une réalité vers laquelle nous travaillons tous dans l'esprit de l'accompagnement.

Alors, la prochaine fois que vous rencontrerez un étudiant, essayez ce code spirituel : Qu'as-tu mangé ce matin ?

VIVRE-LEADER-CHARGER...



Author

Afou Chantal Bengaly

Former IMCS pan African Coordinator (2011-2015)

Country

Mali

Je souhaiterais partager cet article court pour le magazine du Forum IMCS. Croire en Dieu est une manière de réaliser sa vie, j'ai vu Dieu œuvrer dans ma vie tout au long de mon parcours. La Bible dit que vous êtes le sel et la lumière du monde ; j'ai vécu cela dans ma vie tout au long de mon parcours. Notre vie en tant que laïcs dans l'Église devrait être une source d'inspiration, de motivation et d'exemple en suivant notre Seigneur Jésus-Christ. Même si parfois cela peut être difficile, c'est le seul moyen de contribuer à un monde juste et pacifique.

Vivre : Luc 10: 27-28

Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de toute ta force et de toute ta pensée ; et tu aimeras ton prochain comme toi-même. » Jésus lui répondit : Tu as bien répondu. Fais cela et tu vivras.

Notre vie dans ce monde doit avoir un but, ce but devrait être l'amélioration de nos semblables et l'amélioration de notre société. J'ai appris à faire cela dans ma vie en tant que leader de ce grand mouvement (MIEC Pax Romana) il y a de nombreuses années et je vis encore ce but dans ma vie professionnelle aujourd'hui. Il faut dire qu'une vie sans but est une vie sans sens, beaucoup de gens dans le monde aujourd'hui vivent leur vie sans but à accomplir. Mais il est très important de fixer un objectif clair dans sa vie en mettant Dieu avant tout, car vos objectifs sans Dieu ne sont pas un but clair pour la vie.

Mais alors, comment savoir si l'on a trouvé le bon but en tant qu'être humain ? D'après mon expérience, j'ai su et défini le but de ma vie en me basant sur plusieurs choses et facteurs. Construisez votre foi en Dieu, cela commence par là. Croyez que tout ce qui existe dans ce monde a été créé par Dieu, y compris vous, et que votre but est de travailler et de vivre de manière à ce que toutes ces créatures vivent paisiblement en harmonie.

On pourrait dire que c'est une chose difficile à faire, mais je dirais que plus vous vivez dans le but de contribuer à maintenir un monde pacifique, plus vous aurez un esprit et un cœur paisibles, et vous vivrez heureux. Mais cela nécessite des personnes de foi avec une forte conviction pour profiter de cette manière de vivre. Dans notre monde actuel, tout ce que vous touchez, tout ce que vous dites ou faites doit être en harmonie avec la protection et le soin de la création de Dieu. Vous voulez vivre dans un monde paisible et juste ? Commencez par vivre une vie familiale paisible, élevez et éduquez vos enfants à vivre une vie paisible et à servir la société de manière pacifique. C'est notre but. Enseignez à vos enfants à vivre en harmonie avec notre Terre Mère, à respecter la nature, apprenez-leur à être respectueux et compatissants, à respecter la dignité humaine, inspirez-les en vivant l'enseignement de l'Église dans votre vie quotidienne. Car nous sommes appelés à vivre et à servir comme Jésus a vécu et a servi.

Diriger : 2 Timothée 2:2

Ce que tu as entendu de moi devant de nombreux témoins, confie-le à des hommes fidèles qui soient capables de l'enseigner aussi à d'autres.

Diriger n'a jamais été facile, mais si quelqu'un veut être un grand leader, il doit d'abord être un grand serviteur. C'est ce que notre Seigneur Jésus-Christ nous a enseigné. À quel point cela est-il difficile dans notre monde ? Beaucoup de gens veulent diriger mais ne veulent pas servir, ils préfèrent se servir eux-mêmes en premier. Cette attitude de se servir soi-même d'abord va à l'encontre de l'enseignement de l'Église.

J'ai toujours cherché à être un bon leader, où que je sois, dans ma famille, dans ma vie professionnelle, dans la société. Diriger, c'est sacrifier, diriger, c'est avoir de la compassion, diriger, c'est servir les autres, diriger, c'est protéger les autres, diriger, c'est laisser un héritage aux autres. Le leadership d'aujourd'hui est devenu un leadership axé sur le profit, où les êtres humains ne sont plus au centre du développement, mais plutôt le profit. L'humanité doit être au centre du leadership, et cela doit s'appliquer dans tout ce que vous faites. En tant que leaders, nous devons nous efforcer d'imiter notre Seigneur Jésus-Christ, ce ne sera pas facile, mais avec des prières, de la patience et de la compassion.

Charger :

C'est quelque chose que Dieu vous a donné dans votre vie. Votre santé, vos richesses, votre position, etc. Cela vous appartient pour en prendre soin. Cela ne peut pas être pris de vous. C'est votre responsabilité de le porter.

Donner aux autres ce que vous avez reçu n'est parfois pas facile, mais il faut s'efforcer de redonner à la société. J'ai toujours dit que la façon dont nous éduquons nos enfants, la façon dont nous éduquons la prochaine génération, ce que nous leur offrons à travers notre éducation, est ce qu'ils donneront à la société, au monde. Alors, assurons-nous de charger les bonnes choses dans leur vie et chaque chrétien doit s'efforcer d'accomplir cela dans cette vie pour améliorer notre monde. On pourrait dire que je n'ai pas reçu les bonnes choses, donc je ne peux pas donner les bonnes choses à la société. Mais chaque être humain qui a la capacité de penser peut, à un moment donné, se construire et intégrer dans sa personnalité de grandes valeurs humaines qu'il n'a pas reçues de ses parents. Il s'agit d'un choix personnel, de la détermination, du but et de la vision, il s'agit de la prise de décision. Dieu nous a tous accordé des talents, la foi et les prières vous aideront à découvrir vos talents et à les utiliser pour redonner à la société.

En conclusion, Éphésiens 6:10 « Enfin, puisez votre force dans le Seigneur et dans sa puissance toute-puissante ». Les chrétiens qui souhaitent vivre une vie heureuse doivent s'efforcer de vivre une vie qui remplit celle de leurs semblables, de diriger en servant l'humanité et de donner à la société.

GIORGIO LA PIRA (1904-1977) ET SA CONTRIBUTION À LA PAIX ÉTERNELLE À TRAVERS LE DROIT ET LA DIPLOMATIE



Author

Francesco Fonte

Member of Federazione Universitaria Cattolica Italiana (FUCI)

Country

Italy

1. Unir les villes pour unir les nations

« Unir les villes pour unir les nations européennes : faire la paix, unifier, dénucléariser l'Europe afin d'assurer la paix, l'unité et la dénucléarisation du Monde ; [1] Unifié à la racine, le monde sera capable d'être unifié au sommet ». [2] De telles citations peuvent être saisies dans l'allocution de Giorgio La Pira [3] au Congrès des Villes Unies, tenu à Leningrad en 1970.

[4] Selon La Pira, les villes doivent avoir une fonction unique dans le domaine international. En effet, ces entités pourraient mener leurs politiques indépendamment de toute orientation politique nationale et du programme du gouvernement central. [5] Par conséquent, les villes pourraient même entreprendre des démarches de paix au sein de nations ennemies. [6] Cette conclusion peut être tirée du programme en trois volets établi par La Pira au Congrès de Paris des Nations Unies en 1967. Son discours envisageait tout d'abord que les villes doivent prendre en compte, dans leurs politiques, l'époque présente dans sa particularité intrinsèque : une ère, définie par l'ancien maire de Florence, apocalyptique dans laquelle, en un clin d'œil, chaque lieu sur terre peut être transformé en une nouvelle Hiroshima. [7]

Deuxièmement, puisque les villes rassemblent l'identité des peuples et des nations, l'État ne détient pas le droit de détruire ce patrimoine par l'usage des armes nucléaires [8] et, par conséquent, les villes doivent mener des politiques actives de dénucléarisation. [9] Troisièmement, comme le suggère le titre de l'intervention « unir les villes pour unir les nations », les villes doivent s'impliquer dans des programmes actifs de jumelage et de diplomatie urbaine afin de favoriser le développement mutuel dans les domaines de la culture, de la science, de la technologie, de la société, de la politique, de la spiritualité, pour « unir organiquement » toutes les villes de la terre. [10] Comme cela a été récemment souligné, la diplomatie des villes a été l'occasion pour celles-ci de parvenir à une compréhension mutuelle « au-delà des frontières et de la logique bipolaire ». [11]

[1] G. La Pira, *Unire le città per unire le nazioni*, in B. Bagnato, *La Costruzione della Pace*, Florence, 2019, pp. 454 ss.

[2] *Id.*, p. 456.

[3] Pour une note biographique sur La Pira, voir, entre autres, G. Spinoso, C. Turrini, *I capitoli della vita di Giorgio La Pira*, Florence, 2019.

[4] G. La Pira, *Unire le città per unire le nazioni*, p. 454 ss.

[5] Plusieurs travaux académiques se sont concentrés sur la compréhension de l'action diplomatique des villes. Référence est faite ici, entre autres, à L. K. Grandi, *City Diplomacy*, London, 2020.

[6] Cette circonstance était évidente puisque la réunion tenue à Florence prévoyait la présence de maires de villes situées dans des pays des deux blocs opposés. Une revue historique approfondie de ces réunions est contenue dans M. De Giuseppe, *La Diplomazia delle città, Giorgio La Pira e la diplomazia delle città unite*, Florence, 2022.

[7] G. La Pira, *Unire le città per unire le nazioni*, p. 469.

[8] G. La Pira, *Crisi e Ruolo delle città*, Firenze, 1954.

[9] *Id.*

[10] G. La Pira, *Unire le città per unire le nazioni*, p. 469.

[11] P. L. Ballini, *La Pira, il dialogo e la pace*, in *Id.*, *La Pira sindaco*, Firenze, 2014, pp. 183.

2. Contexte historique et philosophique de l'idée de paix de La Pira :

À la lumière du développement nucléaire et technologique des nations en guerre dans la seconde moitié du XXe siècle, ainsi que des lourdes tensions géopolitiques résultant de la juxtaposition des deux blocs, un élément crucial de l'intervention de La Pira est la nécessité de maintenir la paix au prix de ce qu'il appelait la destruction apocalyptique de la terre.[12] Comme l'ont souligné des travaux académiques, on peut certainement affirmer que, dans une telle condition difficile des relations internationales, le multilatéralisme n'était pas la principale méthode décisionnelle : la fonction des villes pouvait en effet être celle de dépasser les résistances de ce scénario géopolitique, créant ainsi des moyens alternatifs de construire les relations internationales, en opposition aux politiques étatiques.[13]

Tirant leurs conclusions des initiatives de diplomatie urbaine organisées par l'ancien maire de Florence dans les années 60, certains historiens ont souligné que ce que l'on appelle la « para-diplomatie » a gagné en importance et en considération au cours des décennies suivant ces rencontres, et même de nos jours.[14] Cette conclusion ne doit pas être comprise dans le simple sens du jumelage de villes, à des fins culturelles et idéologiques. C'est en fait la vocation intrinsèque des villes, constituées d'une « âme » et d'un destin propres, qui unirait les différents peuples du monde.[15]

L'action de La Pira s'inscrit dans la continuité des appels contenus dans l'encyclique *Populorum progressio* de Paul VI. Comme le rappelait lui-même l'ancien maire de Florence, le « développement » est le nouveau nom de la paix.[16] La Pira partage l'idée qu'il est nécessaire, pour favoriser la paix, de poursuivre la négociation, les accords et la coopération entre le Nord et le Sud global.[17] Le premier joue un rôle central dans sa perspective ; cela est évident lors de la rencontre entre La Pira et Hô Chi Minh ayant pour but d'établir la paix au Vietnam.[18] Le besoin inévitable d'une solution pacifique aux conflits est donc un leitmotiv récurrent dans les écrits de La Pira.[19]

Que le déluge de feu (les bombardements) cesse et que l'arc-en-ciel apparaisse (les négociations et la paix) : les ponts ne sont plus détruits, mais construits ; les villes ne sont plus détruites, mais reconstruites. [20]

[12] M. Primicerio, *La Pira e i rapporti internazionali*, in P. L. Ballini, *La Pira sindaco*, Firenze, 2014, pp. 221 ss.

[13] *Supra*.

[14] *Inter alia*, R. Balbim, *The geopolitics of cities. Old challenges, new issues*, Brasilia, 2018, pp. 136-140.

[15] *Ibidem*.

[16] G. La Pira, *Unire le città per unire le nazioni*, pp. 460 ss.

[17] Paul VI, *Populorum Progressio*, 76-78.

"Extreme disparity between nations in economic, social and educational levels provokes jealousy and discord, often putting peace in jeopardy. As We told the Council Fathers on Our return from the United Nations: 'We have to devote our attention to the situation of those nations still striving to advance. What We mean, to put it in clearer words, is that our charity toward the poor, of whom there are countless numbers in the world, has to become more solicitous, more effective, more generous.' When we fight poverty and oppose the unfair conditions of the present, we are not just promoting human well-being; we are also furthering man's spiritual and moral development, and hence we are benefiting the whole human race. For peace is not simply the absence of warfare, based on a precarious balance of power; it is fashioned by efforts directed day after day toward the establishment of the ordered universe willed by God, with a more perfect form of justice among men. Nations are the architects of their own development, and they must bear the burden of this work; but they cannot accomplish it if they live in isolation from others. Regional mutual aid agreements among the poorer nations, broader based programs of support for these nations, major alliances between nation to coordinate these activities—there are road signs that point to the way to national development and world peace."

On La Pira's writing reference is to be made to G. La Pira, *Discorso al quarto colloquio mediterraneo*, Firenze, 1964.

[18] The facts relating to La Pira's endeavours towards the construction of peace in Vietnam. In particular, reference is made to the meeting with Ho-Chi-Minh are largely analysed by M. De Giuseppe, *La Diplomazia delle città, Giorgio La Pira e la diplomazia delle città unite*, pp. 200 ss.

[19] Stemming from the 1954 address to the Red Cross in G. La Pira, *Il diritto alla pace, Parigi 1954*, whose facts are described by B. Bagnato, *I tempi e la storia*, Giorgio La Pira e la pace inevitabile, in Id, *La Costruzione della Pace*, Florence, 2019, XXXI.

[20] G. La Pira, *Abbatere muri e costruire ponti*, in B. Bagnato, *La Costruzione della Pace*, Florence, 2019, p. 371.

Esta cita se toma de la intervención de La Pira sobre la paz, donde comenta el discurso inaugural presidencial de Lyndon Johnson, que, según el jurista siciliano, traicionó el método de su predecesor al favorecer una política de confrontación con Vietnam y el bloque oriental.[21] El enfoque general hacia las relaciones internacionales, como señalan los académicos, reflejaba una fuerte creencia en soluciones militarizadas para las disputas internacionales.[22] En cambio, según las enseñanzas contemporáneas de la Iglesia sobre la paz, debería haberse enfatizado la afirmación de la unidad del mundo como unidad misma, un resultado inevitable. A través de la socialización de las estructuras económicas[23] y la reducción ideal de las distancias mediante la conquista del espacio y el aumento de la conectividad, el mundo comienza gradualmente a parecerse al conocido concepto tomista de multitud ordenada (multiplicidad ordenada).[24] Dentro de este marco, vale la pena recordar la referencia de La Pira a los juristas católicos de la Escuela de Salamanca. Según Francisco de Vitoria, totus mundus est quasi una res publica — todo el mundo es, por así decirlo, una sola república.[25] Como afirmó el filósofo español, la paz es un derecho natural inherente a la comunidad humana y se realiza mediante la comunicación mutua entre los pueblos.[26] Por lo tanto, las ciudades son “el otro lado institucional de las Naciones Unidas”, que, en opinión de La Pira, pueden contribuir a la construcción de un orden internacional basado en la paz. Como destaca Massimo De Giuseppe, este “pluralismo orgánico” inherente a las ciudades manifiesta la intención del alcalde de Florencia de aplicar la doctrina tomista como solución a las crisis geopolíticas generadas por la Guerra Fría.[27]

[21] *Id.*

[22] Señalado por B. Bagnato, *I tempi e la storia, Giorgio La Pira e la pace inevitabile*, en *Id., La Costruzione della Pace*, Florencia, 2019, XXXI.

[23] Entre los escritos G. La Pira, *Socialità della persona umana* en U. De Siervo, *Principi contro i totalitarismi e rifondazione costituzionale*, Florencia, 2019, pp. 875 ss. así como G. La Pira, *Valore della persona umana* en U. De Siervo, *Principi contro i totalitarismi e rifondazione costituzionale*, Florencia, 2019, pp. 76 ss.

[24] G. La Pira, *I problemi della persona umana* en U. De Siervo, *Principi contro i totalitarismi e rifondazione costituzionale*, Florencia, 2019, p. 392.

[25] Entre otros, F. De Vitoria, *De Indis et de lure belli relectiones*, Salamanca, 1532.

[26] *Id.*

[27] M. De Giuseppe, *La Diplomazia delle città, Giorgio La Pira e la diplomazia delle città unite*, pp. 200 ss.

3. El papel de la ciudad en la esfera internacional y la dignidad de la humanidad

La justificación de la centralidad de la ciudad para alcanzar una paz duradera se basa en la idea de La Pira del hombre como ser inherentemente social.[28] La sociedad en la que habita el ser humano está estructurada orgánicamente desde la estructura básica de la familia hasta la del orden internacional. En esta perspectiva, las ciudades son la primera etapa en la que el individuo y las familias están orgánicamente entrelazados entre sí. Tales agregaciones sociales son “unidades vivas, microcosmos” en las que se encuentra el hogar del hombre y, en última instancia, el lugar donde reside Dios. En tales realidades, afirma La Pira, se condensan

“Se concentran los valores esenciales de la historia pasada, y verdaderos centros desde los cuales irradian los valores para la propia historia futura — que constituyen todo el tejido de la sociedad y civilización humana”.[29]

En los discursos de La Pira, un tema recurrente es la tensión de la ciudad del hombre hacia la ciudad de Dios, la Jerusalén eterna.[30] La ciudad de Dios está inherentemente universalizada. Tal conformación de la ciudad escatológica debería ser la proyección de la construcción de la ciudad secular. La Pira identifica un programa político preciso en un pasaje del libro del profeta Isaías, según el cual:

En los días venideros, el monte de la casa del SEÑOR será establecido como la montaña más alta y se elevará sobre los collados. Todas las naciones afluirán hacia él; muchos pueblos vendrán y dirán: "Venid, subamos al monte del SEÑOR, a la casa del Dios de Jacob, para que nos enseñe sus caminos, y caminemos por sus sendas." Porque de Sion saldrá la enseñanza, y la palabra del SEÑOR desde Jerusalén. Él juzgará entre las naciones y dictará sentencia a muchos pueblos. Convertirán sus espadas en arados y sus lanzas en hoces; ninguna nación alzará la espada contra otra, ni aprenderán más la guerra.[31]

La custodia del patrimonio contenido en las realidades de las ciudades es la responsabilidad última de los ciudadanos. El jurista siciliano, en su discurso ante el Comité Internacional de la Cruz Roja, hace referencia a un extracto del Digesto Justiniano, concretamente a un pasaje del jurista Papiniano, en el cual se regula la institución legal del fideicomiso en el derecho romano. Como fideicomisario que recibe bienes en virtud de un testamento con la obligación de preservar su integridad para entregarlos a un tercero designado en dicho testamento. Tal es el objeto del cargo del Alcalde, es decir, preservar, junto con la colectividad que conforma la ciudad, su propio patrimonio con el fin de fomentar, a la luz de la cooperación para el desarrollo, el sustento de las generaciones futuras. El logro de esta condición implica un análisis sustancial de la concepción del valor de las personas humanas. El personalismo de La Pira podría resumirse en la siguiente afirmación:

«Si todas las capitales del mundo estuvieran unidas, habría una sola patria... solo los pueblos unidos podrán imponer su presencia a los gobiernos que los gobiernan. Debemos luchar por el valor de la persona humana. Y eso significa que nadie puede quedar desempleado, sin atención médica, sin educación, sin su iglesia... Y si la ley no funciona, cambien la ley. Santo Tomás dijo que si la ley no hace daño, significa que ha sido corrompida. Cuando los estados usan la ley para oprimir a la gente, significa que han corrompido la ley.»[32]

Parece que una condición previa para el correcto desarrollo de la diplomacia de las ciudades es la preservación de la dignidad del ciudadano: solo una política social auténtica podría permitir el pleno desarrollo de la persona y, por lo tanto, la capacidad definitiva de las ciudades para cooperar y así contrarrestar la directiva política de los gobiernos.[33]

Paralelamente a estos desarrollos, La Pira recordará, en la ocasión del discurso dado en la sesión polaca de la UNESCO en Varsovia a finales de 1975, que las principales autoridades políticas de su tiempo, es decir, el presidente Gerald Ford y el secretario Leoníd Ill'ich Brézhnev, acordaron que la única solución a los conflictos en curso era la llamada negociación global. [34] De manera provocadora, La Pira afirma que "la era de Von Clausewitz había terminado". [35] Más bien, él abogaba por un cambio a nivel económico, convirtiendo los planes de armamento en programas económicos sólidos.[36]

[28] *Supra*.

[29] G. La Pira, *Unire le città per unire le nazioni*, en B. Bagnato, *La Costruzione della Pace*, Florencia, 2019, pp. 454 ss.

[30] M. De Giuseppe, *La Diplomazia delle città, Giorgio La Pira e la diplomazia delle città unite*, p. 59

[31] *Is*, 3, 2.

[32] M. De Giuseppe, *La Diplomazia delle città, Giorgio La Pira e la diplomazia delle città unite*, pp. 302-303

[33] *Supra*.

[34] G. La Pira, *L'età di Clausewitz è finita*, París, 1975.

[35] *Ibidem*.

[36] *Ibidem*.

Mon Voyage avec CAYLA



Author

Niru Maya Tamang

IYTC Intern (Participant and group facilitator CAYLA)

International Youth Training Centre -IYTC / IMCS Nepal

Country

Nepal

De l'Identité Erronée au Leadership Significatif

Je me souviens encore clairement du jour où j'ai rejoint pour la première fois le Centre International de Formation des Jeunes (IYTC) et où j'ai entendu parler de CAYLA lors d'une discussion. À l'époque, je pensais à tort que c'était le nom d'une fille. Ne connaissant pas l'acronyme, je me demandais pourquoi tant d'initiatives étaient menées en son nom. Cependant, à mesure que je m'immergeais dans le programme, j'ai découvert que CAYLA signifie l'Académie de Leadership des Jeunes Catholiques, un programme avec un but et une vision profonds.

Vision de CAYLA :

Nourrir les jeunes leaders catholiques engagés dans la foi, la justice sociale et le leadership transformateur, en favorisant un monde juste et durable.

Mission de CAYLA :

Autonomiser les jeunes par la formation au leadership, la formation à la foi et le plaidoyer sur les enjeux mondiaux, en leur fournissant les compétences et les valeurs nécessaires pour servir leurs communautés et au-delà.

Aujourd'hui, non seulement je comprends pleinement sa signification, mais je peux également animer une session à ce sujet en toute confiance. Quelle transformation incroyable, passer d'une mauvaise interprétation de son nom à la facilitation du programme même qui a façonné ma croissance !



CAYLA n'a pas été seulement une expérience, c'était un voyage d'apprentissage, de partage et de découverte de soi. Au cours de 11 jours enrichissants, mes connaissances se sont élargies dans des domaines tels que les Objectifs de Développement Durable (ODD), les Nations Unies et ses organes, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), les Enseignements Sociaux Catholiques (ESC), l'histoire et la structure de l'IMCS, et les partenariats entre différentes nations. Au-delà de la croissance intellectuelle, le programme a également approfondi mes réflexions spirituelles et renforcé ma relation avec Dieu.

CAYLA a réuni 17 participants de divers pays asiatiques, dont le Bangladesh, le Sri Lanka, l'Inde, l'Indonésie, le Népal, le Vietnam, ainsi qu'une équipe de coordinateurs représentant la Corée du Sud, la Malaisie, le Bangladesh, le Népal et l'Indonésie. L'événement a été un creuset de cultures, d'idées et d'échanges intellectuels. La diversité parmi nous a favorisé un environnement d'apprentissage riche, où nous avons non seulement partagé des connaissances, mais aussi construit des amitiés durables.

Tout au long du programme, on m'a confié les responsabilités de gestion du temps et des sessions de brise-glace. Ce rôle m'a donné l'opportunité de m'engager avec tous les participants et de témoigner de leur créativité et de leur enthousiasme dans la conception de sessions interactives. Respecter le temps a été un défi, mais grâce à un effort collectif, nous avons réussi à instaurer la ponctualité tout en maintenant une atmosphère vivante et engageante.

J'ai également eu l'honneur d'être la facilitatrice de groupe pour le groupe Christus Vivit et le groupe Luc. Mes incroyables coéquipiers ont montré une participation exceptionnelle, un dévouement et un travail d'équipe dans chaque activité. Ensemble, nous avons surmonté divers défis et célébré de nombreuses réussites. Certains de mes souvenirs les plus précieux incluent la chorégraphie des danses de groupe, la participation aux défis de code vestimentaire, la participation à des discussions de groupe stimulantes, et la découverte de moments spirituels et culturels profonds. La veillée de prière, les Stations de la Croix Laudato Si' et nos visites d'exposition à des organisations telles que AIPP, CCA et le Temple Doi Tan ont été particulièrement significatives. Chaque expérience a fourni de profondes réflexions sur la foi, la justice sociale et l'apprentissage interculturel, culminant dans une célébration vibrante et mémorable de la nuit culturelle.



CAYLA a été une expérience transformative : une expérience qui a amélioré mes compétences en leadership, élargi ma perspective et approfondi ma foi. D'une simple incompréhension de son acronyme à devenir facilitatrice au sein du programme, ce parcours a été tout simplement remarquable. Je suis profondément reconnaissante pour cette opportunité et j'ai hâte de poursuivre mon chemin d'apprentissage, de leadership et de service.



Réflexion sur le Programme CAYLA



Author

Warnakulasooriya Marian Sonali Coonge

Representing

Freedom Fellowship Team

Country

Sri Lanka

Foi en Action : Un Voyage de Leadership Servant et d'Éveil Spirituel à travers CAYLA

La vie est une série d'expériences qui façonnent nos perspectives, remettent en question nos croyances et nous aident à devenir les individus que nous sommes censés être. Pour moi, le programme CAYLA a été l'une de ces expériences — un voyage profond de découverte de soi, de foi, de leadership et d'immersion culturelle. En tant que jeune étudiant catholique du Sri Lanka, ce programme a été ma première occasion de voyager à l'extérieur de mon pays, et cela s'est avéré être une aventure qui a changé ma vie.



Il m'a offert la chance de m'engager avec des personnes de diverses origines, d'apprendre le leadership servant et d'approfondir ma foi de manière que je n'avais jamais imaginée.

L'une des leçons les plus précieuses que j'ai apprises grâce au programme CAYLA est la véritable essence du leadership servant. Avant ce programme, ma compréhension du leadership était largement influencée par l'autorité et la responsabilité. Cependant, mon temps à CAYLA m'a aidé à réaliser que le véritable leadership ne consiste pas à détenir le pouvoir sur les autres, mais à élever les autres avec humilité et compassion. En tant que jeune étudiant catholique, j'ai appris que être un leader signifie servir ceux qui m'entourent, écouter différentes perspectives avec un cœur ouvert et m'efforcer d'avoir un impact significatif sur la vie des autres. À travers diverses sessions et discussions, on m'a introduit aux encycliques du Vatican, ce qui m'a permis de mieux comprendre l'Enseignement Social Catholique. Cette connaissance, combinée à des aperçus sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), m'a ouvert les yeux sur l'interconnexion de la foi, du leadership et de la responsabilité sociale.

Le programme CAYLA a approfondi ma foi et élargi ma perspective sur la manière dont la spiritualité relie les gens à travers les cultures. Être dans un pays différent et expérimenter de nouvelles façons de prier et de s'engager en communauté a renforcé ma conviction que la foi est une force universelle qui transcende les frontières, les langues et les traditions. L'un des aspects les plus profonds du programme était l'accent mis sur le fait de commencer et de terminer chaque chose avec Jésus. Ce principe est devenu une source de force tout au long de mon voyage, me rappelant que la foi est la base du véritable leadership. À travers les sessions de prière, les réflexions de groupe et les pratiques spirituelles partagées, j'ai ressenti un fort sentiment d'unité avec mes camarades participants. Notre foi est devenue un pont qui nous a unis, malgré nos différences culturelles.

Parmi les nombreuses expériences enrichissantes que j'ai vécues à CAYLA, ma visite dans un village de Chom Thong a été particulièrement significative. C'était ma première fois en dehors de mon pays, et au début, je me sentais incertaine quant à mes interactions avec les villageois. Cependant, je me suis rapidement rendue compte de leur chaleur et de leur accueil. Leur gentillesse et leur hospitalité ont touché mon cœur, et j'ai vu la beauté de la création de Dieu sous un nouveau jour. Cette visite m'a aidée à apprécier les simples joies de la vie et a renforcé l'importance de la communauté. Témoigner de la résilience des villageois et de leur foi profonde a été inspirant. Cela m'a rappelé que peu importe d'où nous venons, nous sommes tous connectés par l'amour et la grâce de Dieu. Une autre expérience inoubliable du programme fut ma première veillée. Passer une heure seule avec Jésus en prière silencieuse a été un moment de profonde connexion spirituelle. Le temps semblait passer vite, et j'ai ressenti une paix et une clarté accablantes. C'est au cours de ce moment sacré que j'ai vraiment compris le pouvoir du silence et de la réflexion. En plus de la veillée, d'autres pratiques spirituelles telles que le Chemin de Croix, la Messe en plein air et la prière en six directions ont été profondément significatives pour moi. Chanter des hymnes avec mes camarades de programme a créé une atmosphère d'unité divine, me faisant me sentir encore plus reconnaissante d'être une partie de ce voyage.

L'un des aspects les plus frappants du programme CAYLA fut la chaleur et la gentillesse de tous les participants. Des facilitateurs aux stagiaires et soignants, chaque personne a joué un rôle crucial dans le succès du programme. Leur humilité et leur amabilité ont facilité notre engagement, notre participation et nous ont permis de nous sentir chez nous. Ce sens de la communauté m'a rappelé que le leadership ne concerne pas seulement la croissance individuelle, mais aussi le fait de favoriser des relations significatives. Le soutien et l'encouragement que j'ai reçus de mes pairs et mentors m'ont motivée à relever de nouveaux défis et à sortir de ma zone de confort.

Les leçons apprises à CAYLA sont devenues une partie intégrante de ma vie quotidienne. J'ai intégré l'Enseignement Social Catholique et la prière dans ma routine, et je pratique désormais le yoga avec un nouveau sens de but. De plus, je partage mes expériences et mes idées avec les jeunes membres de ma paroisse, espérant les inspirer à devenir des leaders guidés par la foi dans leurs propres communautés. Grâce à ces petites mais significatives actions, je m'efforce de laisser un impact positif dans la vie de ceux qui m'entourent. Le programme CAYLA m'a instillé un sens de responsabilité pour porter les valeurs du leadership servant, de la compassion et de la foi. Alors que j'avance, je suis déterminée à discerner et suivre le plan de Dieu pour moi. Le vœu que j'ai fait lors du programme CAYLA me rappelle constamment ma mission de servir les autres avec amour et humilité. J'ai désormais la confiance nécessaire pour assumer de plus grandes responsabilités et encourager les autres à faire de même. Je suis profondément reconnaissante pour cette opportunité et pour toutes les personnes qui ont contribué au succès du programme.

Les expériences acquises à CAYLA m'ont façonnée de manière que je n'avais jamais imaginée, et je me sens véritablement bénie de faire partie de ce voyage incroyable. Je comprends maintenant que chacun de nous est choisi par Dieu pour un but unique, et je suis impatiente de continuer à découvrir le mien. En réfléchissant à mon temps passé à CAYLA, je suis remplie d'une immense gratitude. Aux organisateurs, facilitateurs, mentors et camarades participants – merci d'avoir rendu cette expérience si significative. Votre guidance, votre gentillesse et votre foi ont laissé une empreinte indélébile dans mon cœur. Je repars de ce programme avec un esprit renouvelé, une foi renforcée et un engagement profond envers le leadership servant. Que Dieu bénisse chacun de nous alors que nous poursuivons nos parcours, et que nous nous souvenions toujours que nous sommes aimés au-delà de toute mesure. Merci, CAYLA, pour ce voyage inoubliable.

ACKNOWLEDGEMENT

Nous souhaitons adresser nos sincères remerciements à tous les contributeurs et participants qui ont rendu possible cette édition du **FORUM Magazine**. Vos idées, vos histoires et vos réflexions nous inspirent à poursuivre notre parcours de leadership animé par la foi et de justice sociale.

Un merci particulier aux participants du **Catholic Youth Leadership Academy (CAYLA)** pour avoir partagé leurs expériences transformantes et pour avoir démontré la véritable puissance du « **leadership de service** ». Votre dévouement à la foi, au service et au changement global est véritablement inspirant.

Nous remercions également l'équipe de **coordination internationale d'IMCS Pax Romana**, ainsi que le **Centre International de Formation des Jeunes (IYTC) Laudato Si' Pax Romana**, pour leur soutien constant et pour avoir fourni aux jeunes leaders les outils nécessaires pour avoir un impact significatif sur le monde.

Enfin, nos plus sincères remerciements au **Pape François**, dont l'engagement indéfectible envers les jeunes et la justice sociale continue de nous inspirer. Son appel à ce que les jeunes soient des "**« acteurs du changement » social**" et des "**protagonistes de la révolution de la charité et du service**" (*Christus Vivit*, 174) résonne dans le travail de **IMCS Pax Romana** et de ses programmes.

Ensemble, nous sommes unis dans **la foi, le service**, et la mission partagée de construire un monde plus juste, pacifique et durable.



Travaillons ensemble



IMCS-MIEC Pax Romana

*International Movement of Catholic Students
Mouvement International des Étudiants Catholiques
Movimiento Internacional de Estudiantes Católicos*

 +33 6 37 09 39 32

 office.imcsmiec@gmail.com

 www.imcs-miec.org

 5 Rue Bernard Valuet 74800 La Roche
Sur-Foron, France